



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

LE CIDC PP.24-25 PROMEUT L'AUTONOMISATION DES FEMMES



P.12

LA CRÉATION DE VALEUR PAR L'INTÉGRATION EN AFRIQUE



P.14

WASSABIH, UN RÉSEAU DE LA COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE HALAL

LES AVANTAGES DE LA ZLECAF POUR LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

P.21

SCIENCE, TECHNOLOGIE, INNOVATION ET ÉDUCATION : AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES PAYS DE L'OCI

P.28

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE : POINTS CLÉS

P.30





Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

Latifa Elbouabdellaoui,
DG ICDT



L'intégration, moteur de la croissance économique

Les événements de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), au cours des derniers mois, témoignent de sa volonté de renforcer son rôle de moteur de l'intégration économique et sociale des pays membres. Le CIDC, son bras armé, n'a pas été en reste, notamment à la 5^{ème} session de la Conférence des ministres du Travail des États membres de l'OCI, qui s'est tenue du 21 au 23 novembre 2023, à Bakou, en République d'Azerbaïdjan, et aux débats qui ont porté sur «Solutions innovantes et numérisation du travail et services d'emploi dans les États membres de l'OCI». Outre la session inaugurale de l'assemblée générale du «Centre du travail de l'OCI», les ministres ont lancé un appel pour une coopération accrue entre les États membres afin de développer et mettre en œuvre des programmes et des initiatives visant à promouvoir l'emploi et à améliorer les conditions de travail.

Entre autres événements qui ont marqué notre activité récente, la 3^{ème} Foire du Tourisme des États membres de l'OCI, qui s'est tenue à Doha, au Qatar, en novembre 2023, la participation de nombreux pays membres de l'OCI à la COP 28, tenue à Dubaï, et la 39^{ème} session du COMCEC. Au cours de cette réunion, j'ai présenté les rapports relatifs aux foires et salons commerciaux et autres activités de promotion du commerce et des Investissements des États Membres de l'OCI, les activités relatives à l'OMC, et le programme de renforcement des capacités (forums, séminaires, formations), mais aussi le Portail commercial du CIDC. Le Comité a alors pris un certain nombre de décisions pour le CIDC dans le domaine de l'expansion du commerce intra-OCI (SPC/OCI, foires et salons, négociations commerciales et intégration régionale, développement des PME et le développement du secteur du Tourisme durable). Les autres volets avaient trait au programme des PME, à la

reconnaissance mondiale de la certification halal, etc. Le Point de Vue de ce numéro est justement celui du CEO de Wasabih, un réseau de la communauté halal qui est sur une tendance exponentielle. L'application mobile éponyme a été lancée officiellement le 14 septembre, pendant MIHAS 2023 (Malaysia International Halal Showcase), à Kuala Lumpur, en Malaisie, principal hub de cette économie.

Dans ce numéro, l'accent a été mis sur le bon coup de fouet donné à l'autonomisation des femmes des pays membres de l'OCI. Cet élan est illustré par les initiatives lancées par le CIDC et qui visent à soutenir les activités commerciales globales des femmes en renforçant leurs capacités en matière de commerce, de gestion d'entreprise et d'entrepreneuriat.

Grosso modo, les événements récents de l'OCI, que le CIDC accompagne, montrent que l'Organisation s'emploie à accomplir ses missions. Nous revenons, dans ce numéro, sur l'attention prioritaire accordée par l'OCI à la science, à la technologie et à l'innovation, mais aussi à la promotion des droits des femmes et à la création de conditions propices à une bonne éducation des enfants et des jeunes. À travers OCI-2025, programme d'action, nous démontrons comment notre Organisation est engagée dans une démarche de renforcement des compétences scientifiques et techniques, d'éducation et d'innovation.

Avec ce dernier numéro de l'année qui prouve, encore une fois, la réflexion est déjà lancée pour la prochaine décennie, nous vous souhaitons une excellente fin d'année.

Très bonne lecture! ■

OCI ÉVÈNEMENTS

- 03 Azerbaïdjan : Franc succès de la 5^{ème} session de la Conférence des Ministres du Travail des États membres de l'OCI
- 05 Qatar : Vif succès de la 3^{ème} Foire du tourisme des États membres de l'OCI
- 06 COP 28 à Dubaï : Enjeux et impacts sur les pays membres de l'OCI
- 07 OIC Coffee Meet Cameroon : Un coup de maître
- 08 Le renforcement des pratiques d'écotourisme et la conservation dans les pays de l'OCI
- 10 Exploration d'un réseau de coopération de PME entre les pays membres de l'OCI

FOCUS

- 12 La création de valeur par l'intégration en Afrique

POINT DE VUE

- 14 Wasabih, un réseau de la communauté professionnelle du halal se distingue

OCI ECO NEWS

- 17 Istanbul : 39^{ème} session ministérielle du COMCEC
- 18 Marrakech a accueilli les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI
- 19 Le tandem Arabia Coordination Group et Saudi Arabia-Africa Summit
- 20 Les avantages de la Zlecaf pour les pays membres de l'OCI
- 22 Le Portail commercial de l'OCI : Un catalyseur du commerce
- 23 Djibouti : Un pays à position géostratégique exceptionnelle

GRAND ANGLE

- 24 L'autonomisation économique des femmes dans les pays africains de l'OCI
- 26 Activités du CIDC dans l'autonomisation économique des femmes
- 27 Bangladesh: Éducation et microcrédit à l'origine de l'autonomisation de la femme

OCI STATS

- 28 Science, technologie, innovation et éducation: Au cœur des préoccupations des pays de l'OCI

DANS LE PIPE

- 30 Développement du commerce numérique en Afrique : Points clés
- 31 Tunis : Atelier régional préparatoire de la 13^e réunion ministérielle de l'OMC au profit des États membres de l'OCI

AGENDA

- 32 Les rendez-vous à ne pas rater

TIJARIS

ÉDITÉ PAR LE CENTRE ISLAMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

ISSN : 2230-1933

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Mme Latifa EL Bouabdellaoui

COMITÉ ÉDITORIAL
Mme Latifa El Bouabdellaoui • M. Mamoudou Bocar Sall • M. Ismail Taqui

RÉDACTEUR EN CHEF
Daouda MBaye

MAQUETTE ET MISE EN PAGE
Samir tebiche

RÉALISATION
Afrique Challenge Éditions

ÉDITEUR
Centre Islamique pour le Développement du Commerce Tour des Habous 11/12^{ème} étage
20000 Casablanca-Maroc
icdt@icdt-oci.org - www.icdt-cidc.org

AZERBAÏDJAN

Franc succès de la 5^{ème} session de la Conférence des Ministres du Travail des États membres de l'OCI

CETTE 5^{ÈME} SESSION S'EST TENUE DU 21 AU 23 NOVEMBRE 2023 À BAKOU, CAPITALE DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN, AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC). ELLE FUT UNE BELLE RÉUSSITE QUI A PERMIS DE RENFORCER LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS MEMBRES DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI ET A CONTRIBUÉ À LA PROMOTION D'UN TRAVAIL DÉCENT ET DURABLE.



VUE D'ENSEMBLE DE LA SALLE OÙ SE TENAIT LA CONFÉRENCE

Le chômage est un défi majeur pour le développement, y compris dans les pays membres de l'OCI. Les ministres du Travail des pays de l'OCI l'ont en effet reconnu. Selon les estimations de l'OCI, le taux de chômage dans les pays membres est de 10,5%, soit 28 millions de personnes. Un taux particulièrement élevé chez les jeunes (24,3%) et les femmes (16,2%). La 5^{ème} session de la Conférence des Ministres du Travail des États membres de l'OCI, qui vient de se tenir pendant 3 jours à Bakou, a justement porté sur les « Solutions innovantes et numérisation du travail et services d'emploi dans les États membres de l'OCI ».

La conférence s'est conclue par l'adoption d'une déclaration finale dans laquelle les Ministres ont réaffirmé leur engagement en faveur du développement et de l'autonomisation du capital humain dans les pays membres de l'OCI.

Au menu des discussions, l'état des lieux de la mise en œuvre de la stratégie 2025 du marché du travail de l'OCI au regard des défis liés à la conjoncture internationale difficile. À noter qu'au cours de cette session qui a compté la participation du CIDC, il a été procédé à la tenue de la session inaugurale de l'Assemblée générale du Centre du

İslam Əməkdaşlıq Təşkilatına Üzv Dövlətlərin Əmək Nazirlərinin 5-ci Konfransı

21-23 noyabr, 2023
Bakı, Azərbaycan

5th Islamic Conference of Labour Ministers



PHOTO DE FAMILLE DES PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI), SON EXCELLENCE M. HISSEIN BRAHIM TAHA

travail de l'OCI. Pour rappel, cette institution, spécialisée de l'OCI et nouvellement créée, a son siège à Bakou, en Azerbaïdjan.

Recommandations et Déclaration de Bakou

Avant de produire une série de recommandations et d'adopter une déclaration finale, les Ministres du Travail des 57 États membres de l'OCI se sont penchés sur un certain nombre de défis et solutions, de réglementations et protection sociale. Conscients du défi majeur que constitue le chômage en particulier des jeunes et des femmes pour le développement de leurs pays respectifs, ils ont ausculté cette problématique. Avec un taux de chômage qui a grimpé passant de 9,3% en 2021 contre 10,5% en 2022, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la question demeure réelle.

Les Ministres présents ont convenu que les solutions innovantes et la numérisation sont essentielles pour relever ce défi. Ils ont alors appelé à une coopération accrue entre les États membres pour développer et mettre en œuvre des programmes et des initiatives visant à promouvoir l'emploi et à améliorer les conditions de travail.

Quant au potentiel de l'économie de plateforme (modèle qui fonctionne via des plateformes collaboratives numériques), l'accent a été mis sur la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Une réglementation appropriée de cette économie a été recommandée, afin de garantir des conditions de travail justes et équitables.

Enfin, pour garantir un revenu minimum aux travailleurs, en particulier les plus vulnérables, les Ministres du



DES MINISTRES DU TRAVAIL DES PAYS MEMBRES DE L'OCI



DES MINISTRES DU TRAVAIL DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Travail des États membres de l'OCI ont souligné l'importance de la protection sociale. Ils ont appelé à une extension de la couverture sociale dans les pays membres de l'OCI. Afin d'assurer un suivi, la Conférence a adopté une série de recommandations, visant à mettre en œuvre toutes les priorités énumérées. Un appel a ainsi été lancé pour renforcer la collecte et l'analyse des données sur le marché du travail, favoriser l'entrepreneuriat et l'auto-emploi, développer les compétences et les qualifications des travailleurs, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre intra-OCI et renforcer la protection sociale des travailleurs. ■

QATAR

Vif succès de la 3^{ème} Foire du tourisme des États membres de l'OCI

CETTE 3^{ÈME} FOIRE, QUI A EU LIEU, DU 20 AU 22 NOVEMBRE 2023 À DOHA, A ÉTÉ UN HEUREUX SUCCÈS. ELLE A PERMIS DE PROMOUVOIR LE TOURISME DANS LES PAYS DE L'OCI ET RENFORCER LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE DANS CE DOMAINE. EN ORGANISANT CET ÉVÈNEMENT, DEVENU INCONTOURNABLE, LE CIDC Y A ORGANISÉ DES PANELS DE HAUT NIVEAU DONT UN SOUS LE THÈME : «TOURISME SANITAIRE, GASTRONOMIE ET MFT (MUSLIM FRIENDLY TOURISM) DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI.»



S.E M. SAAD ALKHARJI, PRÉSIDENT DU TOURISME DU QATAR

La troisième Foire du Tourisme des États membres de l'OCI, à l'instar de celles qui l'ont précédée, a été une occasion pour les pays membres de l'OCI de promouvoir leurs destinations touristiques et d'échanger des informations sur les meilleures pratiques. Organisée à Doha, au Qatar, du 20 au 22 novembre 2023, par le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), en collaboration avec Qatar Tourism, elle a compté à la cérémonie d'ouverture le Ministre du Commerce et de l'industrie du Qatar, le président du Qatar Tourism, Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC, et plusieurs ambassadeurs des États membres de l'OCI.

Outre la promotion du tourisme familial, cette édition a mis l'accent sur l'encouragement des des-

tinations non traditionnelles, de l'investissement dans le secteur du tourisme et le renforcement de la coopération entre les pays membres de l'OCI.

En effet, compte tenu du fait que le tourisme familial représente 30% du marché mondial du voyage, la troisième Foire du Tourisme des États membres de l'OCI a permis aux pays participants de présenter des offres et des activités adaptées aux familles, notamment des forfaits vacances, des excursions et autres attractions.

Tourisme tous azimuts

Aussi, la Foire a servi de plateforme pour promouvoir les destinations non traditionnelles dans les pays de l'OCI. Ces destinations qui ont un potentiel élevé pour l'écotourisme et le tourisme

culturel. Dans ce sens, un panel de haut niveau, sous le thème du «Tourisme sanitaire, gastronomie et MFT (Muslim Friendly Tourism) dans les pays membres de l'OCI», a été l'occasion de présenter les études réalisées par le Centre sur le tourisme sanitaire et le tourisme gastronomique, ainsi que le tourisme durable. Il a été animé par Alioune Guèye, PDG du groupe Afrique Qui Ose, Muzamil Edema du SESRIC, Hüseyin Pamukçu, consultant CIDC (Centre islamique pour le développement du commerce), et Ahmet Enes Tekcan, consultant CIDC Numérisation dans le tourisme de santé.

Une telle manifestation était aussi une belle opportunité pour les pays participants afin de renforcer leur coopération dans le domaine du tourisme. Ce fut le lieu d'échanges d'informations sur les meilleures pratiques et des discussions autour de la possibilité de développer des partenariats.

Le volet du renforcement des infrastructures touristiques a été aussi abordé. Parce que la promotion de l'investissement dans le tourisme dans les pays de l'OCI reste importante, les pays participants ont présenté des opportunités d'investissement dans des projets touristiques, notamment la réalisation d'hôtels, de complexes touristiques et d'attractions. ■



COP 28 À DUBAÏ

Enjeux et impacts sur les pays membres de l'OCI

LA 28^{ÈME} CONFÉRENCE DES PARTIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP 28), TENUE DU 30 NOVEMBRE AU 12 DÉCEMBRE 2023, À DUBAÏ, AUX ÉMIRATS ARABES UNIS, A RÉUNI LES PAYS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC). IMPORTANTE OPPORTUNITÉ POUR LES PAYS DE L'OCI DE MONTRER LEUR ENGAGEMENT À LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CET ÉVÉNEMENT LEUR A PERMIS AUSSI D'ABORDER LES ENJEUX ET LES IMPACTS CLÉS DE LA COP 28 POUR CONTRIBUER À CONSTRUIRE UN AVENIR PLUS DURABLE POUR TOUS.

Les Émirats arabes unis, pays membre de l'OCI, hôte de la COP 28, ont clairement exprimé leur souhait de mettre l'accent sur le 1er Global Stocktake (Bilan mondial) ainsi que sur la transition énergétique. Grâce à la solidarité de leurs pairs de l'OCI, ils ont réussi, sans conteste, à rendre la conférence plus inclusive et plus accessible, à appuyer les solutions d'atténuation pour augmenter les ambitions, à aider les Parties à se concentrer sur les conditions du Global Goal on Adaptation, à progresser sur l'opérationnalisation du Fonds pour pertes et dommages créé à la COP 27, ou encore à assurer un accès plus équitable aux financements climat, intégrant le privé en complément des fonds publics.

Il est vrai qu'après chacune de ces réunions, des objectifs sont fixés, des promesses annoncées..., cependant les résultats probants laissent à désirer. Depuis la COP 21 à Paris, en 2015 et ses objectifs ambitieux

et réalisables de réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer le réchauffement climatique, le monde est plus que jamais sous la menace des dérèglements climatiques sans précédent. Les obstacles ne manquent pas.

De nombreuses politiques climatiques sont mises en œuvre dans différents pays. Certaines sont plus efficaces que d'autres. Fort heureusement, dans la récente étude Reality Check de la Banque mondiale*, l'Égypte et le Niger figurent parmi les 25 pays qui ont mis en œuvre des politiques bas carbone réussies. Sur des compromis difficiles, ils ont pu initier des mesures climatiques qui vont de l'expansion rapide de l'énergie solaire au recyclage de déchets pour la production d'une énergie bon marché, en passant par le verdissement de la construction.

À Dubaï, il a encore été question de telles politiques permettant d'atteindre la réduction de la pollution, la compétitivité des entreprises, etc.

Zone Innovation

Cette année, Dubaï a offert un riche programme, qui comprend des plénières, des forums, tables rondes et ateliers, mais aussi des rencontres en tête-à-tête lors de Cocktails Climat, chaque soir pendant la COP, et dans d'autres espaces dédiés, tels que la Zone Innovation.

Ainsi, différents forums et sommets phares ont réuni des experts de renommée mondiale explorant la manière d'aller plus loin, plus vite ensemble : Forum sur l'innovation durable, Forum sur la finance durable, Sommet sur la transition vers l'hydrogène, Sommet sur les systèmes agroalimentaires. Il y a eu aussi l'Étape d'action climatique explorant la manière de passer des promesses au progrès et de parvenir à un avenir équitable, Zéro émission nette et Nature positive, sans omettre l'Island Stage qui s'est concentré sur l'exploitation de l'innovation, des partenariats et du

financement pour assurer un avenir durable aux petits États insulaires et aux régions vulnérables au climat. À noter que des événements parallèles ont été organisés par les partenaires aux hôtes de la COP 28, notamment Business Roundtable, DP World, Bain & Co, EIT Food et la Chambre de commerce des États-Unis.

Fonds Altéra de 30 milliards \$

Au chapitre des solutions, Cheikh Mohamed ben Zayed Al-Nahyane, chef de l'État des EAU, a annoncé la création d'Altéra, fonds privé de 30 milliards \$, en partenariat avec le géant de la gestion d'actifs Black Rock, dédié au changement climatique. Il a précisé que l'objectif de ce fonds, présidé par Sultan Al Jaber, président de la COP 28 et de la Compagnie pétrolière des Émirats, est d'atteindre 250 milliards \$ d'ici 2030.

Ce véhicule, tout comme la Saudi Green Initiative, pour ne citer que ceux-ci, sont la preuve de la nécessité d'une action urgente. Les pays membres de l'OCI sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment aux vagues de chaleur, aux sécheresses et aux inondations. Ils comptent prendre des mesures urgentes pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques déjà en cours. Le besoin d'un soutien financier important pour relever les défis du changement climatique a recueilli à Dubaï les financements publics et privés, ainsi que l'aide au développement.

La COP 28 a permis de tirer parti de la coopération régionale pour relever les défis du changement climatique et partager des connaissances et des technologies, et s'appuyer sur les avantages comparatifs de chaque pays. ■

* <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2023/09/19/climate-policies-with-real-world-results>

OIC COFFEE MEET CAMEROON Un coup de maître

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) VIENT D'ORGANISER, LES 28 ET 29 NOVEMBRE 2023, À YAOUNDÉ, AU CAMEROUN, L'OIC COFFEE MEET CAMEROON, PREMIER GRAND RENDEZ-VOUS DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU CAFÉ DES 57 PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE, EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE CAMEROUNAIS DU COMMERCE, LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA) ET LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU CACAO ET DU CAFÉ (CICC).

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître. Programmée les 28 et 29 novembre 2023, à Yaoundé, au Cameroun, et placée sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Paul Biya, Président de la République du Cameroun, la première édition de l'OIC Coffee Meet Cameroon a réussi le pari de la participation. La rencontre, à l'initiative du Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), en collaboration avec le Ministère camerounais du Commerce, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), a compté la participation de plus de 25 pays de l'OCI. Déjà au coup d'envoi, donné mardi 28 novembre 2023 à Yaoundé par Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC, M. Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce, M. Gabriel Mbairobé, ministre de l'Agriculture et du développement rural, et Dr Kabata de la BADEA, l'OIC Coffee Meet Cameroon a donné le ton. Les objectifs annoncés, en amont de la manifestation, notamment la promotion des flux commerciaux et d'investissement dans l'industrie du café entre les États membres de l'OCI, ont ponctué le déroulé. Si des contacts concrets ont été pris çà et là, il n'y a aucun doute que l'OIC Coffee Meet Cameroon va booster des solutions commerciales durables et équitables, et contribuer à accroître les exportations camerou-



naises de café vers les pays de l'OCI. Les participants à cette grande rencontre, agrémentée d'une exposition de cafés camerounais, n'ont pas manqué de saisir les opportunités d'investissement, en particulier entre le Cameroun et les pays importateurs de l'OCI. De nombreux contacts prometteurs augurent d'échanges fructueux dans le court et moyen terme. Des débats ont été animés au cours des panels de haut niveau sur «Le potentiel du marché du café des pays de l'OCI et du Cameroun» par les représentants du CIDC, sur «Les besoins d'investissement des entreprises camerounaises de café et les politiques d'accompagnement du gouvernement pour la filière café» par l'Agence de promotion des investissements du Cameroun et l'Agence de promotion des PME du Cameroun, et sur «Le financement de la filière café» par la BADEA et le FAGACE (Fonds africain de garantie et de coopération économique). Vivement la prochaine édition! ■



PARC NATIONAL DE KAÇKAR TURQUIE

Le renforcement des pratiques d'écotourisme et la conservation dans les pays de l'OCI

LE WEBINAIRE SUR «LE RENFORCEMENT DES PRATIQUES D'ÉCOTOURISME ET LA CONSERVATION DANS LES PAYS DE L'OCI», ORGANISÉ PAR LE CIDC ET LE SESRIC LES 29 ET 30 NOVEMBRE 2023, A ÉTÉ PONCTUÉ DE RICHES ÉCHANGES, PENDANT LESQUELS DES DÉCIDEURS EN ÉCOTOURISME DE LA TURQUIE ET LE REPRÉSENTANT DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT) ONT PARTAGÉ RESPECTIVEMENT LES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION ET MARKETING DES AIRES PROTÉGÉES ET LES CONCEPTS CLÉS ET PROJETS OMT DANS LE MONDE.

L'écotourisme est un type de tourisme qui vise à minimiser l'impact sur l'environnement et à soutenir les communautés locales. Pendant le webinaire, coorganisé par le CIDC et le Centre de Recherches Statistiques Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), à la fin du mois de novembre dernier et portant sur «Le Renforcement des pratiques d'écotourisme et la conservation dans les pays de l'OCI», les experts

du ministère turc de l'Agriculture et de la forêt et l'Agence turque de promotion du tourisme ont présenté leurs expériences en écotourisme et partagé les meilleures pratiques de gestion et marketing des aires protégées.

Aujourd'hui, la Turquie est en train de devenir une destination leader pour l'écotourisme. Ce pays offre une variété d'expériences écotouristiques, dans l'arrière-pays, allant de randonnées, trekkings dans

des parcs nationaux, aux visites de ruches traditionnelles...

L'un des meilleurs endroits pour l'écotourisme en Turquie est le parc national de Göreme, situé dans la région de Cappadoce, célèbre pour ses formations rocheuses uniques, sculptées par l'érosion au fil des siècles. Un autre endroit idéal, paradis pour les randonneurs, est le parc national de Kaçkar, situé dans la région de la mer Noire.



PARC NATIONAL DE GÖREME



La Turquie, qui a aussi une riche tradition d'apiculture, offre un écotourisme apicole devenu une activité de plus en plus populaire.

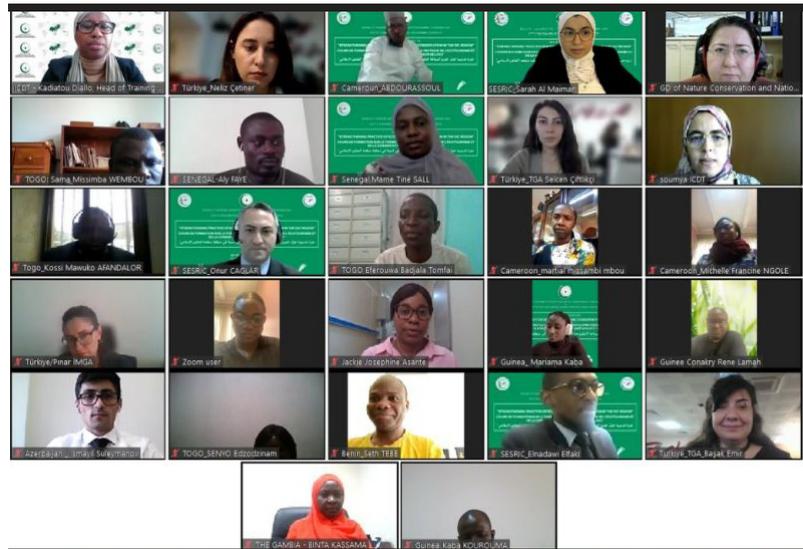
D'importantes mesures de promotion de l'écotourisme

Pour capitaliser sur ces beaux paysages, la Turquie a pris des mesures importantes dans le sens de la promotion de l'écotourisme. Un ministère de l'Environnement et des forêts, responsable de la gestion des aires protégées du pays, a été créé. Ce département développe un plan stratégique pour l'écotourisme, qui vise à développer le secteur de manière durable. En termes de meilleures pratiques de gestion et de marketing des aires protégées, la Turquie encourage la collaboration entre les autorités publiques et le secteur privé, pour développer des produits et des services écotouristiques de haute qualité et de répondre aux besoins des visiteurs. La formation des guides et des prestataires de services écotouristiques et la sensibilisation du public à l'importance de la conservation de l'environnement ne sont pas en reste.

Au cours du webinaire, le représentant de l' Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) a partagé les concepts clés de l'écotourisme ainsi que les initiatives de l'OMT dans ce domaine. Cet organisme des Na-



KARAGÖL, LE LAC NOIR PRÈS DE SAVAT EN MER NOIRE



PARTICIPANTS AU WEBINAIRE SUR «LE RENFORCEMENT DES PRATIQUES D'ÉCOTOURISME ET LA CONSERVATION DANS LES PAYS DE L'OCI»

tions unies, qui promeut le tourisme durable et responsable, a en effet pris des mesures importantes pour booster l'écotourisme. Ces projets dans l'écotourisme ont contribué à en faire un secteur en croissance. Parmi les projets spécifiques que l'OMT a soutenus dans le domaine de l'écotourisme, le chantier de

renforcement des capacités en écotourisme communautaire au Cameroun, le projet de développement de l'écotourisme dans les zones protégées en Afrique ou encore celui de promotion de l'écotourisme dans le Pacifique. De très belles expériences à dupliquer et à adapter au sein des pays membres OCI. ■

Exploration d'un réseau de coopération de PME entre les pays membres de l'OCI

LE CIDC A ORGANISÉ, LES 1^{ER} ET 2 DÉCEMBRE 2023, À ISTANBUL EN TURQUIE, EN PARTENARIAT AVEC LE DÉPARTEMENT DE COOPÉRATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA BID ET L'AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE SOUTIEN DES PME TURQUES (KOSGEB), UN ATELIER AXÉ SUR «L'EXPLORATION D'UN RÉSEAU DE COOPÉRATION DE PME ENTRE LES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE». UN TEL RÉSEAU DE NETWORKING POURRAIT ÊTRE UN MOYEN EFFICACE POUR STIMULER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, EN METTANT EN RELATION LES PME, AFIN DE FAVORISER L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES, DE COMPÉTENCES ET D'OPPORTUNITÉS COMMERCIALES.

La mise en place d'un réseau de coopération de PME entre les pays membres de l'OCI nécessite un effort de coordination et de collaboration entre les gouvernements, les institutions financières et les organisations commerciales. Le CIDC l'a bien compris et, en collaboration avec la BID et le KOSGEB (Organisation de développement des petites et moyennes entreprises de Turquie), a initié, vendredi 1^{er} et samedi 2 décembre 2023 à Istanbul, un atelier axé sur «L'exploration d'un réseau de coopération de PME entre les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique». Doit-on rappeler que les PME de l'OCI représentent 90% des économies nationales et plus de 50% de tous les emplois. Elles ont joué un rôle clé et sont des contributeurs majeurs à la création d'emplois et à la croissance économique et inclusive, ont participé aux relations commerciales mondiales, à la réduction

de la pauvreté, à l'autonomisation économique et à la répartition plus large des richesses.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Dr Fatih Gökyurt, vice-président du KOSGEB, M. Mamoudou Sall, directeur général adjoint du CIDC, et Dr Walid Abdelwahab, directeur du pôle régional Turquie de la BID, ont souligné dans leurs discours respectifs l'importance des PME dans les économies de l'OCI, le renforcement de leur compétitivité dans l'économie mondiale, le programme de renforcement des capacités pour s'internationaliser et l'établissement de leur réseau dans la région de l'OCI.

Les experts du KOSGEB ont présenté, le premier jour, les PME dans les économies de l'OCI et la justification de l'établissement d'un réseau de PME parmi les pays membres de l'OCI, suivies par les expériences des pays sur le

développement des PME, tels que l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, le Maroc, le Sénégal et la Turquie.

Le deuxième jour, ils ont présenté les expériences internationales des PME et le modèle de réseau de PME proposé pour les pays de l'OCI, suivis d'une discussion ouverte sur les prochaines étapes pour l'établissement d'un tel réseau, à savoir la portée, les fonctionnalités et les aspects pratiques de la collaboration intergouvernementale. À cet égard, le KOSGEB a envoyé aux pays participants un questionnaire, auquel il faudrait répondre avant le 15 décembre 2023, afin d'insérer les réponses dans le rapport sur la compétitivité de l'OCI, préparé par le CIDC, la BID et le KOSGEB.

Financement et accompagnement

Les échanges ont tourné autour d'un certain nombre d'actions et de mesures. D'abord, il s'agirait



PHOTO DE FAMILLE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER AXÉ SUR «L'EXPLORATION D'UN RÉSEAU DE COOPÉRATION DE PME ENTRE LES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE». ORGANISÉ À ISTANBUL, EN TURQUIE

de développer une plateforme d'échanges et de collaborations. Cette première étape consisterait à créer une plateforme d'échange et de collaboration entre les PME des pays membres de l'OCI. Cette plateforme pourrait prendre la forme d'un site web ou d'une application mobile. Elle permettrait aux PME de se présenter, de trouver des partenaires potentiels et de partager des informations sur leurs produits, services et activités.

Ensuite, les participants trouvent que le réseau devrait promouvoir la connectivité entre les PME. Cela pourrait se faire par le biais d'événements, tels que des foires, et de programmes de formation. Ces événements pourraient être organisés au niveau régional ou international et permettraient aux PME de se rencontrer, de discuter de leurs besoins et de développer des partenariats. Le représentant du Sénégal a proposé d'organiser le Forum et l'Expo des PME africaines à Dakar, en 2024, en collaboration avec la BID, le CIDC et le KOSGEB.

Le soutien du développement des compétences et des capacités des PME a aussi été ausculté. Cela pourrait se faire par le biais de programmes de formation, de coaching et de mentorat. Ces programmes permettraient aux PME d'améliorer leur compétitivité et de se développer sur de nouveaux marchés.

En termes de facilitation de l'accès aux financements et aux marchés pour les PME, un réseau de coopération de PME serait très efficace. Cela pourrait se faire par le biais de partenariats avec des institutions financières et des organisations commerciales. Ces partenariats permettraient aux PME d'obtenir des financements plus facilement et de se développer sur de nouveaux marchés.

Les participants venus d'une dizaine de pays de l'OCI restent conscients que la mise en place d'un réseau de coopération de PME, qui est un projet ambitieux, nécessiterait aussi un cadre



VUE DES TRAVAUX DE L'ATELIER

juridique et réglementaire favorable, la simplification des procédures administratives et le développement des infrastructures de transport et de communication. Les agences des PME participantes ont organisé des réunions des institutions bilatérales, afin de planifier la collaboration et d'échanger les meilleures pratiques au profit des PME de l'OCI et d'établir le réseau des agences des PME de l'OCI en tant que réseau des PME islamiques (I-SMEs Net). En outre, elles s'emploient à organiser un programme de renforcement des capacités comprenant des forums, des ateliers et une exposition pour les PME. ■

La création de valeur par l'intégration en Afrique

LE POTENTIEL COMMERCIAL DE L'AFRIQUE EST RÉEL. AVEC LA ZLECAF QUI S'APPUIERAIT SUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE, IL PEUT ÊTRE TRANSFORMÉ. EN IDENTIFIANT DES SECTEURS À FORT POTENTIEL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE, AINSI QUE LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI FREINENT LES ENTREPRISES, LE PUBLIC ET LE PRIVÉ PEUVENT DÉVELOPPER DES CHAÎNES DE VALEUR DURABLES DANS DES DOMAINES À FORT POTENTIEL.



UN MILLIER DE JEUNES APPRENTIS BÉNOIS SONT CONCENTRÉS SUR LES POLOS VERTS ET BLEUS QU'ILS CONFECTIONNENT SOUS L'ŒIL DES CONTREMAÎTRES ARPENTANT LES ALLÉES.

Le poids de l'Afrique sur le marché international reste encore faible et se situe autour de 2,3% des exportations mondiales sur un panier d'exportation principalement constitué de produits de base et de ressources naturelles. Entre pays africains, ce ratio ne dépasse guère 14% et les échanges concernent, pour la plupart, des produits semi-finis et transformés- 27 des membres de l'OCI sont Africains. Pour appuyer une valeur ajoutée accrue, la diversification des chaînes d'approvisionnement, le renforcement de la résilience aux crises et l'industrialisation, le renforcement du commerce régional reste crucial. Il peut aider les économies africaines à développer

des chaînes de valeur ajoutée, à promouvoir une transformation économique durable et à réduire la dépendance aux exportations de produits primaires.

Une récente étude sur l'Afrique du Centre du commerce International, agence conjointe de l'OMC et des Nations Unies, a identifié quelques 94 secteurs de valeur prometteurs et réalisables sur des centaines de chaînes de valeur, dont quatre sont estampillés stratégiques-pilotes, à savoir le secteur automobile, les produits pharmaceutiques, les vêtements en coton et les aliments pour nourrissons.

Le travail des analystes a révélé que ces chaînes relient chacune

au moins 5 pays africains de différentes régions et présentent des possibilités, en termes d'ajout de valeur, de réduction des importations, de stimulation des échanges commerciaux, de diversification des économies et de génération d'opportunités pour les femmes et les jeunes.

Diagnostiquer les secteurs stratégiques-pilotes pour dévoiler leurs atouts

Il existe une pression politique massive pour renforcer le secteur pharmaceutique africain. Le constat est une part d'à peine 3% des intrants importés provenant d'Afrique, un déficit commercial important, une dépendance élevée et croissante aux importations (13 milliards €, entraînant un déficit commercial de 12,6 milliards €), et un appel à une plus grande autonomie à la lumière de la pandémie de Covid-19. L'Afrique dispose d'un potentiel d'exportation de plus d'un milliard d'euros en médicaments, dont 65% ne sont pas exploités. Le développement de cette chaîne de valeur est donc primordial pour renforcer la résilience aux chocs de la chaîne d'approvisionnement. Peu d'entreprises participent au commerce de médicaments ou d'intrants pour leur production. Les chaînes de valeur intrarégionales doivent donc être considérablement renforcées et développées. Sept pays, dont un PMA (Ouganda), pourraient exporter des médicaments de ma-



UN EMPLOYÉ DE SPECPHARM À MIDRAND EMBALLE DES MÉDICAMENTS POUR LA DISTRIBUTION

nière compétitive. Deux d'entre eux, le Maroc et l'Afrique du Sud, pourraient également exporter des intrants, de manière compétitive pour la chaîne de valeur des produits pharmaceutiques.

La chaîne de valeur automobile présente un fort potentiel pour le commerce intrarégional. En raison d'un marché continental vaste et en pleine croissance, des liens potentiels avec d'autres chaînes de valeur, telles que le cuir et les machines électriques, et une collaboration croissante avec des multinationales étrangères, cette filière présente de nombreuses incitations à l'investissement, notamment vers une mobilité verte. Par ailleurs, 23 pays africains, dont 8 PMA, pourraient exporter des intrants de manière compétitive pour la chaîne de valeur de l'automobile. Quatre d'entre eux – Égypte, Kenya, Maroc et Afrique du Sud – pourraient exporter le produit final de manière compétitive. En tant que telle, la Zlecaf a le potentiel de contribuer de manière significative à l'offre de voitures de qualité – non seulement pour les véhicules neufs, mais aussi pour les voitures d'occasion respectueuses des normes environnementales et de qualité, plus abordables pour les clients du continent. Toutefois, il faudrait accélérer la formulation et l'adoption d'un plan de développement du secteur automobile africain, établir des

structures et des réseaux de R&D à l'échelle du secteur, notamment en coopérant avec le milieu universitaire, introduire des systèmes de financement de véhicules et des prêts automobiles adaptés.

Pour la chaîne de valeur des vêtements en coton, le fort potentiel d'exportation intrarégional non exploité, la dépendance aux importations et l'énorme marge de manœuvre pour ajouter de la valeur aux étapes intermédiaires, comme la production de fils et de tissus, en font un secteur digne d'intérêt pour les investisseurs. D'ici 2026, le potentiel d'exportation pour les vêtements en coton d'Afrique s'élèvera à 5,8 milliards €, dont près de 15% au sein du continent. L'Afrique est un gros producteur et exportateur de coton brut, et participe à l'assemblage final de certains textiles. Les fabricants africains de vêtements en coton n'exportent que 7% des fils de coton et 6% des tissus en coton du continent. La pleine réalisation du potentiel d'exportation des vêtements en coton pourrait générer plus de 200 000 emplois en Égypte et plus de 50 000 en Tunisie. Les femmes pourraient en tirer profit, puisqu'elles représentent une grande partie de la main-d'œuvre du secteur.

Au niveau de la chaîne de valeur des aliments pour nourrissons, il est ressorti que la dépendance de l'Afrique à l'égard des impor-

tations, malgré l'abondance d'intrants disponibles localement, incite à l'approvisionnement et à la production au niveau régional. L'Afrique importe chaque année pour 570 millions € de préparations alimentaires pour nourrissons. Ce montant devrait dépasser 1,1 milliard € d'ici à 2026. Cette hausse attendue de la demande présente d'importantes opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de l'alimentation infantile en Afrique. L'alimentation infantile est un marché croissant en Afrique, à condition d'investir le long de la chaîne de valeur. Sur le continent, 39 pays, dont 23 PMA, pourraient fournir des intrants utilisés dans la fabrication d'aliments pour nourrissons. Trois d'entre eux – Égypte, Ghana et Afrique du Sud – sont des exportateurs compétitifs d'aliments pour bébés.

Faire face aux défis communs du commerce

Afin de développer les chaînes de valeur régionales durables, les entreprises africaines optent pour un changement de paradigmes. D'abord, elles comptent s'attaquer au manque de confiance dans la qualité des produits. Le renforcement des normes de qualité, l'assurance de leur respect par une application efficace et le renforcement des capacités, la mise en place d'une solide infrastructure d'évaluation de la conformité et l'harmonisation des normes de qualité entre les pays sont autant d'éléments indispensables pour instaurer la confiance dans les produits fabriqués au niveau régional. Ensuite, une plus grande transparence des conditions d'accès au marché et des procédures liées au commerce, plus de connectivité, loin des voies de transport parcellaires et réseaux logistiques inefficients, aideront les entreprises à identifier et à exploiter les opportunités de marché en Afrique. ■



POINT DE VUE

Wasabih, un réseau de la communauté professionnelle du halal se distingue

LA COMMUNAUTÉ DES PROFESSIONNELS DU HALAL, QUI SOUHAITENT AVOIR UN IMPACT POSITIF, SE RETROUVE DANS LA PLATEFORME WASABIH. DANS UNE ÉCONOMIE DE PLUSIEURS TRILLIONS DE DOLLARS ET QUI CROÎT DE +9% PAR AN, TEL UN COUTEAU SUISSE, ELLE AIDE LES PROFESSIONNELS À RÉSEAUTER ET LES ENTREPRISES À GRANDIR, MAIS AUSSI D'ÊTRE PLUS EFFICACES AVEC DES PAIRS, MUSULMANS ET NON-MUSULMANS, PARTAGEANT LES MÊMES VALEURS DANS LES MARCHÉS HALAL, D'ÊTRE INFORMÉS DES DERNIÈRES TENDANCES B2B HALAL DANS LE MONDE ENTIER... UNE APPLICATION MOBILE ÉPONYME A ÉTÉ LANCÉE OFFICIELLEMENT LE 14 SEPTEMBRE, PENDANT MIHAS 2023, À KUALA LUMPUR EN MALAISIE, PRINCIPAL HUB DE L'ÉCONOMIE HALAL. ELLE COMPTE DE PLUS EN PLUS DE MEMBRES. LES ORGANISATEURS DE HALAL EXPO INDONESIA, ÉVÉNEMENT B2B HALAL, LE PLUS IMPORTANT D'INDONÉSIE, OU DES PARTENAIRES, TELS QUE ISLAMICFINDER, LUI ONT FAIT CONFIANCE. MAMADOU NDIAYE, COFONDATEUR ET CEO, NOUS EN DIT UN PEU PLUS.

Propos recueillis par D. MBaye

TIJARIS : De manière succincte, qu'est-ce qui distingue votre groupe Wasabih qui a été créé pour asseoir une communauté professionnelle de l'économie du halal ?

Mamadou Ndiaye : Wasabih crée la communauté internationale pour les professionnels du halal qui souhaitent avoir un impact positif. Nous aidons les professionnels à réseauter et les entreprises à grandir dans cette économie de plusieurs trillions de dollars et qui croît de +9% par an.

Wasabih permet d'être plus efficace pour établir des liens et faire des affaires avec des professionnels partageant les mêmes valeurs dans les marchés halal, mais aussi de rester informé des dernières tendances B2B halal dans le monde entier. Notre réseau permet d'être, de

surcroît, le moteur derrière les événements business dans le monde halal. Tout cela sur une seule plateforme !

Un type de communauté uniquement aux musulmans ?

Contrairement à une idée reçue, Wasabih n'est pas exclusivement réservée aux musulmans. La communauté est conçue pour tous les professionnels désireux d'avoir un impact positif dans les divers secteurs de l'économie halal.

Quel accueil lui a été réservé depuis son lancement ?

Nous avons eu un très bon accueil de la part des professionnels du halal. Depuis son lancement, Wasabih a collaboré avec les principaux salons professionnels halal B2B. Les organisateurs d'événements halal

utilisent notre solution de mise en relation commerciale pour maximiser les connexions significatives pendant l'événement et utilisent l'application Wasabih, lancée récemment, pour atteindre un public qualifié et y maintenir le lien avec leurs communautés propres.

Les professionnels, qui travaillent déjà dans le halal ou qui souhaitent s'y développer, se rencontrent lors d'événements B2B halal, mais une fois ces expositions ou conférences finies, il est très difficile de trouver des pairs sur LinkedIn, Meta ou les autres plateformes traditionnelles. Nos membres félicitent cette initiative. Jusqu'alors, il n'existe pas de communauté qui permet de se connecter facilement, internationalement, qui accueille les professionnels du halal musulmans et non-musulmans de tous les sec-

BIO-EXPRESS

Mamadou Ndiaye, cofondateur et CEO de Wasabih, fait partie des 40 personnalités les plus influentes de l'économie halal, d'après HalalTrip 2022. Ce serial entrepreneur, diplômé d'un Master of Science, Electrical Engineering & Computer Sciences d'ESIGELEC en France, est détenteur de nombreux prix et distinctions, tels que Top 10 des startups françaises en 2015 (Bonjouridee.com), Public Prize Winner à Deloitte Company en 2015 (In Extenso), Créa/Actifs de Rouen Métropole en 2014 (Métropole Rouen Normandie). Aussi, il est cofondateur de La French Tech Malaysia, en mai 2020. Il est, depuis 2015, cofondateur et CEO d'Appsaya, plateforme malaisienne, leader de mise en relation et de mise en réseau d'entreprises pour les événements B2B (salons professionnels et conférences).



Le halal est un mode de vie. Il ne s'agit pas que de la nourriture halal, mais aussi de la mode, des médias et loisirs, du tourisme, de la finance islamique et de tous les secteurs, car il s'agit d'un mode de vie porteur de valeurs universelles.

teurs et qui leur donne des solutions concrètes pour se développer dans l'économie du halal.

Avez-vous rencontré des entraves ? Si oui, lesquelles ?

Nous n'avons pas rencontré d'entraves majeures, mais nous nous rendons compte du besoin d'information et d'éducation sur Wasabih et sur l'économie du halal.

Tout d'abord, le halal est un mode de vie. Il ne s'agit pas que de la nourriture halal, mais aussi de la mode, des médias et loisirs, du tourisme, de la finance islamique et de tous les secteurs, car il s'agit d'un mode de vie porteur de valeurs universelles.

Sur Wasabih, nous promouvons ces valeurs et une façon de faire des affaires de manière plus éthique, équitable, durable, en accord avec l'aspect Tayyib (Ndlr : pur, propre, bon) de l'économie du halal.

Beaucoup de musulmans et non-musulmans ne connaissent pas cet

aspect. Les entreprises, à impact, sont souvent surprises de voir à quel point elles peuvent se retrouver dans ces valeurs.

Cette plateforme B2B vient de lancer Wasabih App. Quels sont vos objectifs à court et moyen terme ?

Nous avons lancé l'application mobile Wasabih officiellement le 14 septembre, pendant MIHAS 2023, à Kuala Lumpur, Malaisie (Ndlr : MIHAS, pour Malaysia International Halal Showcase, a lieu chaque année en Malaisie, principal hub de l'économie halal, et rassemble plus de 20 000 professionnels halal de tous les secteurs et du monde entier.)

Nous cherchons à acquérir toujours plus de membres professionnels et à les engager davantage sur Wasabih, avec une aide concrète à la croissance de leur business dans l'économie du halal.

Comment vous vous y prenez alors ?

D'abord, nous nous associons aux événements business halal internationaux et proposons une solution pour construire leurs communautés dans un environnement respectueux de leurs valeurs.

Ensuite, nous travaillons activement à intégrer notre technologie de Business Matching (Ndlr : réseautage professionnel) que nous fournissons aux créateurs de communautés professionnelles dans l'application et à la développer pour en faire une intelligence artificielle. Cette IA sera bien plus pertinente pour ce monde des affaires différent de ce que les IA actuelles peuvent proposer pour optimiser les recommandations et les connexions professionnelles.

Avec notre partenaire IslamicFinder, développeur des applications mobiles Athan et Muslims, nous avons pour objectif de continuer à



DIANE DE SAINT CHAMARAN ET MAMADOU NDIAYE

Sur Wasabih, nous promovons des valeurs et une façon de faire des affaires de manière plus éthique, équitable, durable, en accord avec l'aspect Tayyib (pur, bon) de l'économie du halal.

enrichir l'application mobile et lancer sous peu la version web. Je rappelle que MIHAS est le plus grand salon du halal au monde. Les organisateurs nous ont fait confiance pour leur marketing digital. Justement, Wasabih va créer des comptes pour tous les participants de MIHAS, en tant que service complémentaire à valeur ajoutée pour que les participants continuent à réseauter et faire des affaires d'ici à la prochaine édition. Nous ferons de même avec Halal Expo Indonesia, l'événement B2B halal, le plus important d'Indonésie, le plus grand marché domestique musulman, pour lequel nous fournissons notre plateforme de réseautage et de mise en relation commerciale en marque blanche. Wasabih offre la plateforme idéale pour accueillir et développer ces communautés d'événements professionnels dans un environnement respectueux de leurs valeurs.

L'économie halal semble avoir le vent en poupe et va peser 3 000 milliards de dollars en 2029. Quelles sont vos offres sur ce marché ?

L'économie du halal est un marché porteur, avec une progression de +9% par an et des revenus cumulés à 3 trillions USD en 2029. Elle commence à se définir en intégrant l'objectif éthique ou Tayyib et à se structurer.

Nous offrons à la communauté professionnelle du halal un espace sûr pour explorer des opportunités commerciales avec des professionnels partageant les mêmes valeurs.

Nous élaborons nos propres solutions et technologies de réseautage, destinées aux organisateurs des communautés et événements halal. Ces solutions vont de l'enregistrement aux événements en marque blanche à la visibilité et la génération de leads en MCM

(Ndlr : Marketing Multi-Canal) sur les différents canaux de Wasabih, à savoir application mobile, réseaux sociaux et de partenaires, newsletter, en passant par une plateforme et une technologie de réseautage et de mise en relation commerciale en marque blanche, du marketing digital.

À votre avis, quelle clientèle a eu plus de répondeur ?

Il est encore un peu tôt pour tirer des conclusions du côté des membres utilisateurs de la plateforme, mais nous remarquons que nos membres et followers viennent de tous les continents et de tous les secteurs, musulmans et non-musulmans, avec néanmoins une majorité de PME (petites et moyennes entreprises.)

Quant aux organisateurs de communautés et d'événements dans le halal, les plus ambitieux perçoivent de suite la valeur que Wasabih leur apporte pour construire une communauté durable et s'adresser à une population préqualifiée. Le fait que les géants MIHAS et HEI nous fassent confiance et que nous ayons le soutien de partenaires reconnus, tels que IslamicFinder, est des plus beaux augures. ■

ISTANBUL 39^{ème} SESSION MINISTÉRIELLE DU COMCEC

CETTE SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE (COMCEC) S'EST TENUE DU 2 AU 5 DÉCEMBRE 2023, À ISTANBUL. AU MENU, L'IMPULSION DE LA COOPÉRATION INTRA-OIC DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL.

Présidée, lundi 4 décembre 2023 à Istanbul, par S.E. Recep Tayyip Erdogan, Chef l'État turc, la 39^{ème} session ministérielle du COMCEC a examiné, les 4 et 5 décembre, les recommandations politiques formulées et soumises par la réunion des hauts fonctionnaires, tenue deux jours auparavant. En effet, les travaux ont porté sur la mise en œuvre du Programme d'action 2025 de l'OCI, de la stratégie du COMCEC, ainsi que d'autres programmes de l'OCI dans le domaine de la coopération économique et commerciale. Plus précisément, la réunion a examiné les questions liées à la promotion du commerce et des investissements intra-OCI, à la mise en œuvre du système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI), au financement du commerce, au développement du secteur privé, à l'approfondissement de la coopération financière, à l'amélioration des transports et des communications et au développement du tourisme. Ce n'est pas tout. L'augmentation de la productivité agricole et la garantie de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la coopération en matière de transformation numérique ont été d'autres points à l'ordre du jour de la réunion. En amont, le rapport du Secrétariat général de l'OCI sur la mise en œuvre de l'OCI-2025, notamment son Programme d'action, a été présenté

à la réunion préparatoire des hauts fonctionnaires par S.E. Dr Ahmad Kawasa Sengendo, secrétaire général adjoint pour les affaires économiques de l'OCI.

Le CIDC promeut le commerce et les investissements intra-OCI

Justement, S.E. Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie, a souligné l'importance d'augmenter la coopération intra-OIC dans le domaine économique et commercial, la certification halal mondiale, la finance islamique et l'investissement, le commerce électronique, la digitalisation des procédures du commerce, le développement des PME... Soulignons que cette session Ministérielle du COMCEC, tenue les 4 et 5 décembre 2023 à Istanbul, a connu la participation des Ministres en charge de la Coopération économique et financière, du Secrétaire général de l'OCI et les chefs des institutions de l'OCI travaillant dans le domaine économique. De son côté, Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC, qui a participé à la cérémonie d'ouverture, a présenté les principales réalisations et les actions programmées du Centre, en matière de promotion du commerce et des investissements intra-OCI, ainsi que le renforcement des capacités des États membres de



VUE GÉNÉRALE DE LA 39^{ème} SESSION MINISTÉRIELLE DU COMCEC

l'OCI dans le domaine de négociations commerciales internationales, de la facilitation du commerce et du développement de l'entrepreneuriat, surtout pour les femmes et les jeunes. Elle a profité de l'occasion pour mettre en exergue le portail du commerce que le Centre vient de lancer et qui offre des données importantes sur les potentialités des échanges commerciaux.

En marge de cette 39^{ème} session du COMCEC, Mme Elbouabdellaoui a pris part au petit-déjeuner de travail ministériel, le 4 décembre 2023, où elle a partagé les activités réalisées par le Centre pour l'opérationnalisation du SPC-OCI, avec des participants qui ont échangé sur la situation actuelle de ce système, sur le Programme des PME et sur la reconnaissance mondiale de la certification halal. ■

Marrakech a accueilli les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI

LES ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI ONT RÉUNI, DU 9 AU 15 OCTOBRE 2023 À MARRAKECH, AU MAROC, LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS, DU SECTEUR PRIVÉ ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, VENANT DU MONDE ENTIER, POUR DISCUTER DES DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'HEURE. L'ÉDITION 2023 A ÉTÉ L'OCCASION DE METTRE EN LUMIÈRE LES DÉFIS RELATIFS À LA GUERRE EN UKRAINE, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA PAUVRETÉ...

Avec la guerre en Ukraine et la pandémie Covid-19, les dirigeants du monde, réunis à Marrakech au Maroc, du 9 au 15 octobre 2023, pendant les Assemblées générales des institutions de Bretton Woods, se sont mis d'accord sur le fait que la reprise économique mondiale est en danger. Le moins que l'on puisse dire est que les deux crises ont eu un impact négatif sur la croissance économique mondiale et l'extrême pauvreté. La Banque mondiale a réduit sa prévision de croissance mondiale pour 2023 à 2,9%, contre 4,1% en 2022. Quant au FMI, il a abaissé sa prévision de croissance mondiale à 3,6%, contre 4,4% en 2022. Ces deux fléaux ont donc été au cœur des discussions. Les dirigeants des deux institutions ont appelé à une résolution pacifique du conflit russo-ukrainien et ont également souligné les conséquences économiques de la guerre, notamment la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Il est ressorti de ces Assemblées la nécessité de renforcer la résilience économique face aux chocs futurs.

Changement climatique, gare au coût de l'inaction !

Une autre thématique importante abordée a trait à la lutte contre le changement climatique. La conscience collective, sur un changement climatique qui



ALLOCUTIONS DU CHEF DU GOUVERNEMENT MAROCAIN, AZIZ AKHANNOUCH

constitue une menace croissante pour la prospérité mondiale, a prévalu. L'engagement a été pris de lutter contre le changement climatique. Aussi, un appel a été lancé aux différents pays pour prendre des mesures urgentes. Aux participants qui ont souligné le besoin de financements accrus pour les pays en développement, plus vulnérables aux effets du changement climatique, la Banque mondiale a annoncé un nouveau plan d'investissement de 2 000 milliards de dollars, d'ici 2030, pour aider les pays à faire face au changement climatique. Le FMI n'a pas été en reste et a appelé à une action urgente pour lutter contre le changement climatique, avertissant que le coût de l'inaction pourrait être catastrophique.

Sachant que l'inclusion financière est essentielle pour la croissance

économique et le développement social, il est nécessaire de mettre fin à la pauvreté sur une planète viable. Véritable fil rouge de l'événement, la Banque mondiale a annoncé un Nouveau programme d'inclusion financière qui vise à aider 100 millions de personnes à accéder aux services financiers, d'ici 2025. Dans la même veine, le FMI a souligné l'importance de l'inclusion financière, affirmant qu'elle peut contribuer à réduire la pauvreté et l'inégalité.

Face à une croissance économique qui n'est pas suffisante pour mettre fin à la pauvreté, les deux institutions de Bretton Woods, tout comme les dirigeants du monde, présents dans la ville ocre marocaine, ont plaidé pour la mise en œuvre des politiques qui favorisent l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. ■

Le tandem Arabia Coordination Group et Saudi Arabia-Africa Summit

ARABIA COORDINATION GROUP, IMPORTANT FORUM DE DIALOGUE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET L'AFRIQUE, QUI A AUGURÉ D'UN SAUDI ARABIA-AFRICA SUMMIT RÉUSSI, A DÉPLOYÉ TOUT SON POTENTIEL À MÊME DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LES DEUX RÉGIONS DANS LES DOMAINES COMMERCIAL, ÉCONOMIQUE, SÉCURITAIRE, CULTUREL ET ÉDUCATIF.

L'Arabia Coordination Group (ACG), créé en 2022 dans le cadre du plan Vision 2030 de l'Arabie saoudite, vise à diversifier l'économie saoudienne et à renforcer ses relations avec le reste du monde. Il est composé de représentants des pays africains et arabes. Il se réunit pour préparer le Sommet de l'Arabie saoudite et de l'Afrique (Saudi Arabia Africa Summit), dont le coup d'envoi a été donné vendredi 10 novembre 2023 à Riyad.

Les travaux de la réunion se sont concentrés sur le renforcement des relations économiques, politiques et culturelles entre l'Arabie saoudite et l'Afrique. Les participants ont convenu que le sommet devrait être une occasion pour les deux parties de discuter des opportunités de coopération dans des domaines tels que l'investissement, le commerce, l'énergie, la santé, l'éducation et la culture.

Le rôle croissant de l'Arabie saoudite dans le monde nécessite d'élargir ses relations à la fois avec l'Est et l'Ouest, y compris avec le continent africain, ont assuré les responsables. Le volume des échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et les pays africains a atteint 74,735 milliards SAR, soit 20 milliards de dollars en 2023. Si les exportations ont représenté 53,071 milliards de SAR, environ

14 milliards de dollars, les importations ont totalisé 21,664 milliards de SAR ou 5,8 milliards de dollars. Les liens économiques croissants entre l'Arabie saoudite et les pays africains reflètent les avantages mutuels tirés de leur collaboration. L'Arabie saoudite a signé plusieurs accords de coopération respectivement dans l'économie et le commercial avec le Nigéria, dans le domaine de l'éducation avec l'Égypte et dans le domaine de la santé avec le Sénégal pour ne citer que ceux-là.

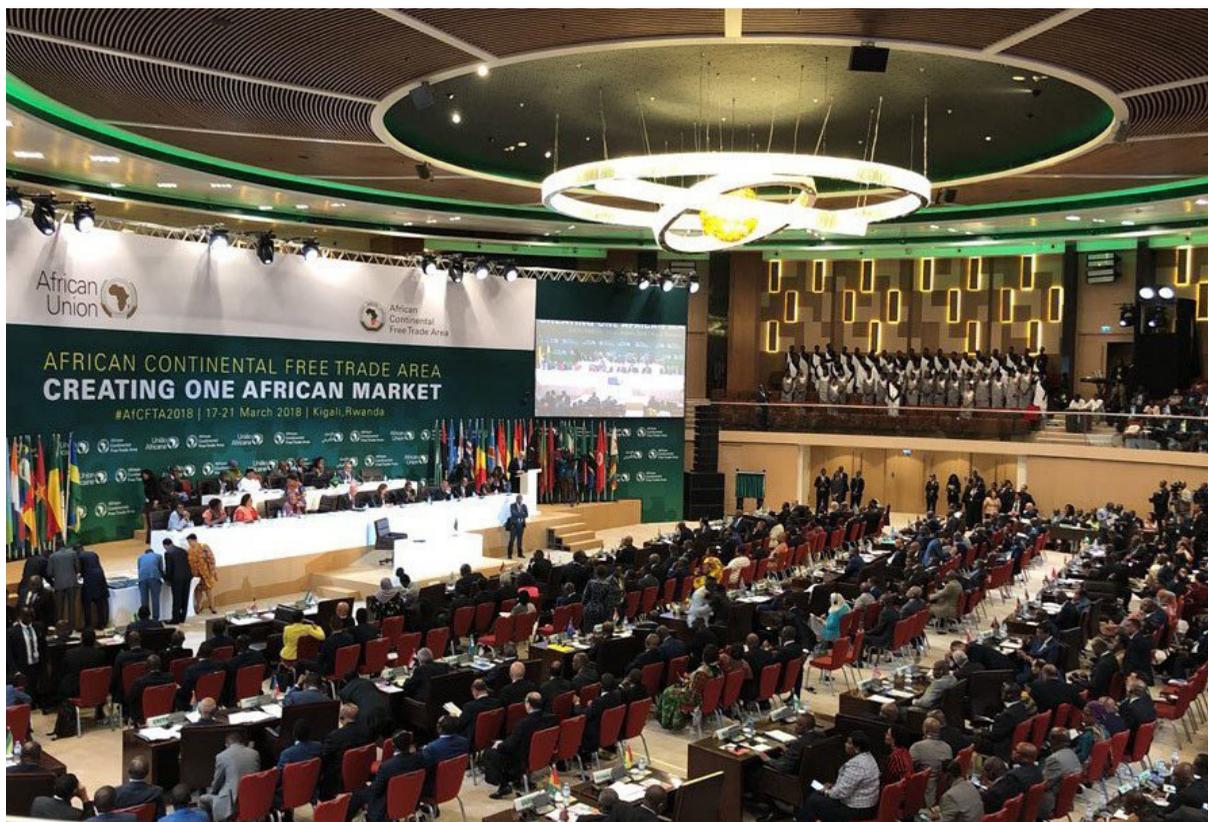
Des fonds sans cesse croissants pour le développement de l'Afrique Aussi, le prince héritier Mohammed ben Salmane a activement soutenu les efforts internationaux et régionaux visant à établir la sécurité, la stabilité et à résoudre les conflits au sein du continent africain. Un engagement qui a abouti à l'Accord de paix historique de Djeddah entre l'Éthiopie et l'Érythrée. En outre, des pourparlers entre les parties en conflit au Soudan ont repris à Djeddah, dans le but de parvenir à un accord politique garantissant la sécurité, la

stabilité et la prospérité du Soudan et de son peuple.

À noter parmi les initiatives d'ACG, la création d'un Fonds d'investissement de 10 milliards de dollars pour soutenir les investissements saoudiens en Afrique, l'organisation de visites de délégations saoudiennes en Afrique pour promouvoir le commerce et l'investissement ou encore l'octroi d'aides au développement à des pays africains. Le 13 novembre 2023, ACG a fait une annonce capitale en promettant un montant remarquable de 50 milliards de dollars pour le développement de l'Afrique. Cet engagement réaffirme l'engagement inébranlable d'ACG en faveur de l'action climatique et du développement durable, promettant un avenir meilleur pour le continent. ■



PHOTO DE FAMILLE DU GROUPE ARABE DE COORDINATION



UNE VUE DE LA 1^{re} SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION AFRICAINE (UA) SUR LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF) À KIGALI, AU RWANDA

Les avantages de la Zlecaf pour les pays membres de l'OCI

QUELQUE 28 PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI) SONT AUSSI MEMBRES DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF). CET ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE, LANCÉ LE 30 MAI 2019, VISE À CRÉER UN MARCHÉ UNIQUE DE 1,2 MILLIARD DE PERSONNES ET D'UN PIB DE 2.200 MILLIARDS DE DOLLARS. POUR L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC), LA ZLECAF POURRAIT AJOUTER 2,8% AU PIB DE L'AFRIQUE D'ICI 2035.

Compte tenu de la taille du marché qu'il va couvrir, la Zlecaf offre des avantages potentiels aux pays membres de l'OCI. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec sa mise en vigueur, contrairement à la faiblesse du niveau du commerce intrarégional, on pourra s'attendre à une augmentation du commerce interrégional de 32% d'ici 2030, selon une étude de la Cnuced, les investissements intrarégionaux feront un saut de 10% d'ici 2030, la croissance économique sera de

5,2% d'ici 2030. À l'horizon 2030, la pauvreté reculera de 11% et la création d'emplois fera un bond de 11%. Il est vrai que la réussite de la Zlecaf dépendra de la mise en œuvre effective de l'Accord et de la coopération des pays membres. Aussi, les avantages à tirer ne se produiront que si les pays membres de l'OCI prennent les mesures nécessaires pour tirer parti des opportunités offertes par la Zlecaf. Ces mesures incluent la mise en place de réformes structurelles, la pro-

motion de l'intégration régionale et le renforcement de la coopération entre les pays membres.

Le commerce intrarégional entre les pays membres de l'OCI a augmenté de 25% en 2022 par rapport à l'année précédente. À titre d'exemple, le Maroc, qui est membre de l'OCI et de la Zlecaf, a enregistré une augmentation de 30% de ses exportations vers les autres pays membres de la Zlecaf en 2022. Doit-on rappeler que la

Zlecaf vise à supprimer les droits de douane sur 90% des produits échangés entre les pays membres d'ici 2030 ? Selon la Banque mondiale, le commerce intra-africain ne représente que 16% du commerce total de l'Afrique, contre 59% en Europe et 62% en Amérique du Nord.

Encouragement des IDE

Avec l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange, l'augmentation du commerce intra-africain se traduirait par une augmentation des exportations de 51 milliards de dollars pour les pays membres de l'OCI. Aussi, elle devrait stimuler les investissements intrarégionaux. Les entreprises auront un accès plus facile à de nouveaux marchés et à des ressources plus diversifiées. Cela devrait encourager les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique.

Une étude de la Banque mondiale a estimé que la Zlecaf pourrait attirer 35 milliards de dollars d'IDE supplémentaires en Afrique d'ici 2030. Cela se traduirait par une augmentation des IDE de 10% pour les pays membres de l'OCI. Par ricochet, l'augmentation du commerce et des investissements devrait entraîner une croissance économique plus rapide pour les pays membres de l'OCI. La Zlecaf pourrait augmenter le PIB de l'Afrique de 5,2% d'ici 2030. Cela se concrétisera par une augmentation du PIB de 2,4% pour les pays membres OCI.

Des emplois boostés et une pauvreté qui recule

La Banque africaine de développement (BAD) estime que le commerce intrarégional en Afrique pourrait augmenter de 50 à 60% d'ici 2035, permettant à la Zlecaf de créer encore plus d'emplois. En effet, la croissance économique devrait entraîner la création de millions de nouveaux emplois. L'esti-



S.E. AMB. ALBERT M. MUCHANGA, COMMISSAIRE EN CHARGE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE L'UNION AFRICAINE



INTERVENTION PAUL KAGAME, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA

mation de la Banque mondiale, en termes d'emplois générés par la Zlecaf, se situe autour de 14 millions d'emplois supplémentaires en Afrique d'ici 2030. Au niveau des membres de l'OCI, il faudrait s'attendre à une augmentation de 5,5% des emplois.

La croissance économique et la création d'emplois devraient contribuer à réduire la pauvreté en Afrique. La Zlecaf pourrait réduire le taux de pauvreté en Afrique de 11% d'ici 2030. Cela se traduirait par une réduction de la pauvreté de 4,4% pour les pays membres de l'OCI.

Pour les entreprises africaines, la Zlecaf devrait améliorer leur compétitivité. Elles auront accès à un marché plus large et à des ressources plus diversifiées.

Ce qui devrait leur permettre de réduire leurs coûts et d'améliorer leurs produits et services.

Autre atout de taille, la Zlecaf devrait promouvoir la paix et la sécurité en Afrique, pour la simple et bonne raison que le commerce et les investissements intrarégionaux peuvent contribuer à renforcer les liens entre les pays et à réduire les tensions. ■

LE PORTAIL COMMERCIAL DE L'OCI

Un catalyseur du commerce

POINT D'ENTRÉE UNIQUE POUR EXPLORER LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ET LES CONDITIONS D'ACCÈS AU MARCHÉ DANS LA RÉGION ET MENER UNE ANALYSE APPROFONDIE DU MARCHÉ, LE PORTAIL COMMERCIAL DE L'OCI, OU OIC TRADE HELPDESK, DONT LA VERSION BÊTA EST LANCÉE (OIC.TRADEHELPDESK.ORG), EST UN CONCENTRÉ DE L'INTELLIGENCE COMMERCIALE POUR L'OCI.

Plateforme en ligne d'intelligence commerciale, le portail commercial de l'OCI offre un aperçu complet des opportunités commerciales, des informations et statistiques commerciales, sur toute l'étendue de ce marché régional OCI. «L'objectif principal est de permettre aux entreprises d'avoir les informations nécessaires pour l'accès aux marchés». En cliquant sur un graphique interactif, on peut accéder à un marché cible pour avoir une idée sur les perspectives du marché, la performance commerciale, les perspectives sectorielles en importations ou en exportations, quel que soit le secteur.

Conçue pour améliorer la compétitivité commerciale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays islamiques, la plateforme met à leur disposition un certain nombre de modules dont des outils d'aide à la décision. En effet, la plateforme web est composée de trois modules conçus pour aider les utilisateurs à naviguer dans le monde complexe du commerce international.

L'aperçu du commerce offre un éventail des opportunités commerciales et des informations sur le marché dans la région. Grâce à son module Identifier les opportunités, les utilisateurs peuvent identifier les marchés et les produits les plus prometteurs pour le commerce dans les pays islamiques. Quant au module Explorer le marché, il offre des informations précieuses sur les



PORTAIL COMMERCIAL DE L'OCI (OIC.TRADEHELPDESK.ORG)

conditions d'accès au marché, garantissant de se conformer à toutes les réglementations nécessaires et de se connecter avec les bons partenaires.

Le couteau suisse du commerce intra-OCI

Le portail commercial de l'OCI intègre trois des plus puissants outils du Centre du commerce international (CCI), équipant l'utilisateur de tout ce dont il a besoin pour réussir.

La Trade Map fournit des indicateurs sur la performance à l'exportation, la demande internationale, les marchés alternatifs, les marchés concurrents. La plateforme est dimensionnée pour les 57 pays membres de l'OCI. Les flux commerciaux mensuels, trimestriels et annuels y sont disponibles, du niveau le plus agrégé jusqu'au niveau de la ligne tarifaire.

Autre outil, la Market Access Map permet aux entreprises et aux responsables politiques d'accéder, de comparer et d'analyser les tarifs douaniers et autres conditions d'accès aux marchés.

Un dernier outil, baptisé Export Potential Map, est une carte qui traduit une analyse économique du commerce en informations pratiques. Elle permet aux utilisateurs d'identifier les produits, marchés et fournisseurs présentant un potentiel d'exportation (non réalisé), ainsi que des opportunités de diversification des exportations.

Enfin, pour apporter des réponses à la complexité du commerce international, la rubrique Aide & Ressources permet aux utilisateurs de naviguer sur la plateforme, accéder à des ressources supplémentaires et se connecter avec des partenaires. ■

DJIBOUTI

Un pays membre de l'OCI à position géostratégique exceptionnelle

LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI BÉNÉFICIE D'UNE POSITION QUI EN FAIT UN HUB ET UNE PLAQUE TOURNANTE ENTRE LES DIFFÉRENTES PARTIES DU GLOBE. CET ÉTAT AFRICAÏN, MEMBRE DE L'OCI, BORDÉ PAR LA MER ROUGE, EST SITUÉ SUR LE DÉTROIT DE BAB EL-MANDEB, À L'EXTRÉMITÉ DE LA CORNE DE L'AFRIQUE. CETTE POSITION GÉOSTRATÉGIQUE EN FAIT UN IMPORTANT POINT DE PASSAGE POUR LE COMMERCE MARITIME ET AÉRIEN MONDIAL.

Située à la convergence des principales routes maritimes reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique, à proximité du canal de Suez, important point de passage pour le commerce maritime mondial, la République de Djibouti dispose d'une position géostratégique indéniable. Cet Etat membre de l'OCI ne s'est pas uniquement contenté de cet atout. Il a su transformer en nets avantages comparatifs, cette caractéristique géopolitique.

Des investissements structurants ont permis aux investisseurs d'avoir à leur disposition des chaînes de transport multimodal, notamment un port en eaux profondes, un aéroport international et un réseau routier et ferroviaire, un système de télécommunication performant et en phase avec les impératifs techniques de l'heure. A cela s'ajoutent des espaces économiques et commerciaux aménagés, tels que des zones franches, des plateformes industrielles intégrées...

Une facilitation des investissements

Pour capitaliser sur sa position de choix, les autorités de la République de Djibouti se sont



DJIBOUTI SE TROUVE À LA CONVERGENCE DE PLUSIEURS ROUTES MARITIMES ET TERRESTRES IMPORTANTES

attachées à garantir un cadre institutionnel et réglementaire des investissements. Avec un système financier et bancaire moderne, ce pays s'est doté d'un régime monétaire indexé au dollar américain avec une devise librement convertible.

Relativement à d'autres atouts qui en font une destination stratégique pour les investissements, notons des coûts de main-d'œuvre compétitifs à Djibouti, comparativement aux autres pays de la région.

En termes d'offres, compte tenu de l'appartenance de la République de Djibouti à plusieurs organisations internationales et régionales, dont la Ligue Arabe, la COMESA (Common Market of Eastern and Southern Africa), le groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) ... outre l'OCI, les entreprises, qui choisissent de s'y implanter peuvent bénéficier de marchés avec plusieurs centaines de millions de consommateurs. ■

L'autonomisation économique des femmes dans les pays africains de l'OCI

L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES EST UN ENJEU CRUCIAL DANS LE MONDE ENTIER ET PARTICULIÈREMENT AU SEIN DES PAYS AFRICAINS DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI). MALGRÉ LES DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CULTURELS, DE NOMBREUSES INITIATIVES ONT ÉTÉ ENTREPRISES POUR RENFORCER LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET FAVORISER LEUR AUTONOMIE FINANCIÈRE.

Les femmes jouent un rôle important dans le PIB des Africains et en particulier dans les régions rurales et périurbaines dans le domaine de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et la microfinance via les tontines. Malgré ce rôle, les femmes rencontrent des difficultés pour accéder au financement et aux formations professionnelles liées à leurs activités. En effet, les lois et les normes sociales affectent profondément leur capacité à s'épanouir économiquement. En Afrique, elles font face à de nombreux défis. D'abord, les contraintes culturelles. Avec les rôles traditionnels qui leur sont assignés, les femmes voient souvent leurs accès limités à l'éducation et aux opportunités économiques. À cela s'ajoutent les barrières légales et les inégalités de genre qui persistent dans de nombreux pays, ce qui entrave leur plein potentiel économique.

Répondre aux besoins des femmes et des filles en Afrique

Dans un rapport publié en 2019 sur «L'autonomisation économique des femmes dans la région Afrique de l'OCI : Un chemin vers l'autonomie financière», l'Organisation

de la coopération islamique (OCI) estime qu'il est temps de répondre aux besoins des femmes et des filles en Afrique.

Selon le rapport, les objectifs de croissance et de développement du continent ne pourront être atteints que si ce dernier met à profit l'ensemble de ses ressources et de ses talents et si les femmes sont en mesure de participer pleinement à la vie économique, sociale et politique. Cela nécessitera une intensification des efforts pour éliminer la discrimination et une promotion de l'égalité des droits, et ce, grâce à un engagement fort des gouvernements africains.

D'après l'indice de mesure des inégalités entre hommes et femmes de la Banque africaine de développement (BAD), les disparités de genre en Afrique diffèrent d'un pays à l'autre. En tête du classement, on retrouve l'Afrique du Sud, le Rwanda ou encore la Namibie.

Dans ces pays, les femmes représentent 75% de la main-d'œuvre agricole et produisent la majorité des denrées. Mais la ségrégation du marché du travail africain fait qu'elles

occupent souvent des activités peu rémunérées du secteur informel. En Côte d'Ivoire, par exemple, elles possèdent 62% des entreprises. Il s'agit de structures de très petite taille et au rendement minime.

Aussi, il y a le fait que les femmes ont moins accès à la terre à cause de régimes fonciers défavorables. Ce qui est le cas au Mali où, selon l'institution financière, seuls 5% des propriétaires terriens sont des femmes. À cela s'ajoutent les banques qui n'octroient pas de crédits du fait du manque des garanties, de préjugés culturels ou d'obstacles juridiques les empêchant de faire grandir leurs entreprises.

Éliminer les discriminations de genre

Face à cette problématique, il existe cependant d'importantes opportunités pour renforcer l'autonomisation économique des femmes en Afrique. En effet, les entreprises dirigées par des femmes, les initiatives entrepreneuriales et les projets de microfinance connaissent une croissance significative dans la Zone OCI du continent. Les femmes s'imposent de plus en plus,

jouant leur partition en stimulant la croissance de leurs économies. Elles renforcent leur rôle en tant que moteurs de développement, illustrant ainsi les progrès réalisés en matière d'autonomisation économique.

De Saloua Karkri Belkeziz, présidente d'Afrique d'Inetum, Bamba Maférima M'Bahia, directrice adjointe des impôts de Côte d'Ivoire, en passant par Lydie Hakizimana, PDG de l'Institut panafricain des Sciences mathématiques (AIMS), ou encore Djindah Mohamed El Moustapha Bal, vice-présidente de l'Union pour la république (UPR, parti au pouvoir en Mauritanie), pour ne citer que ces dernières, le constat est le même : en matière d'autonomisation des femmes, les acquis sont réels, mais les progrès qu'il reste à faire sont immenses. «En 2020, les femmes représentaient en moyenne (à l'échelle mondiale) 4,4% des chefs d'entreprise, 16,9% des membres des conseils d'administration, 25% des parlementaires nationaux et 13% des négociateurs de paix», constatait Maria Nadolu dans son éditorial consacré à la journée du 8 mars 2023 dans le journal Financial Afrik. Des statistiques peu satisfaisantes.

Pour favoriser davantage l'autonomisation économique des femmes en Afrique, plusieurs recommandations peuvent être envisagées selon les acteurs. Tout d'abord, la mise en place de politiques et de lois visant à éliminer les discriminations de genre et à promouvoir plus d'équité entre hommes et femmes est essentielle. Ensuite, l'investissement dans l'éducation des femmes et dans le renforcement de leurs compétences professionnelles doit être une priorité.

Il faut dire que ce volet revêt une importance capitale. Raison pour laquelle des programmes éducatifs visant à développer les compétences



DES FEMMES D'AFFAIRES AFRICAINES EN RÉUNION DE TRAVAIL

professionnelles des femmes ont été mis en place dans de nombreux pays d'Afrique, afin de les aider à mieux s'intégrer sur le marché de l'emploi. En début 2023, la Fondation BMGA (Bill et Mélinda Gates) avait lancé à travers le continent un vaste programme de formation pour un renforcement des compétences des femmes, dans l'optique d'accroître leur employabilité et leur contribution au PIB de leurs économies.

Ce programme cherche à réduire le déficit des compétences, considéré comme un défi au développement social, économique et politique des pays. Un déficit qui touche en grande partie les femmes et les empêche de contribuer activement au PIB de leur environnement immédiat.

Enfin, il faudra, selon les acteurs, procéder à la création d'un environnement propice aux affaires pour les femmes entrepreneures, notamment en facilitant l'accès au crédit et aux marchés, ce qui contribuera à renforcer leur rôle économique.

Développer des affaires entre ces femmes

L'autonomisation économique des femmes dans la région Afrique de

l'OCI est un processus complexe, mais essentiel pour promouvoir le développement durable et l'égalité des sexes dans la zone. Les défis existent, mais les nombreuses initiatives en cours et les réussites enregistrées témoignent du potentiel immense des femmes à contribuer à l'économie et à la société dans leur ensemble. Des mesures concrètes et coordonnées sont nécessaires pour faire progresser cette cause vitale.

Pour contribuer à l'autonomisation économique des femmes cheffes d'entreprises et de coopératives, le CIDC a développé un programme de renforcement des capacités depuis une dizaine d'années avec le World Islamic Economique Forum sur le marketing digital et l'accès aux marchés internationaux. Ce programme a été organisé au Sénégal, en Guinée, au Gabon, en Côte d'Ivoire et bientôt au Tchad, en novembre 2023, et en Gambie, en décembre 2023, en collaboration avec TFO Canada, au profit des femmes francophones et anglophones. L'objectif de ce programme est de créer un réseau des femmes cheffes d'entreprises et de coopératives des pays de l'OCI, afin de développer des affaires entre ces femmes. ■

Activités du CIDC dans l'autonomisation économique des femmes

LA POPULATION FÉMININE CONSTITUE UN ATOUT MAJEUR DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PAYS MEMBRES DE L'OCI. MALGRÉ LES DIVERSES NORMES ET PRATIQUES QUI LIMITENT LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ, DES PROGRÈS REMARQUABLES ONT ÉTÉ RÉALISÉS. À LA SUITE DU PROGRAMME D'ACTION DE L'OCI-2025 ET DU PLAN D'ACTION DE L'OCI POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (OPAAM), LES PAYS MEMBRES ET LE CIDC ONT ADOPTÉ D'AVANTAGE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES DÉDIÉS À LA PROMOTION DE LA FEMME.

Afin de réduire les disparités en matière d'éducation, de santé et de revenus des femmes des pays membres OCI, le CIDC s'emploie au renforcement de leurs capacités et à leur accès aux marchés. Le Centre a aussi développé un système d'information sur les marchés internationaux qui leur a été destiné.

En termes de renforcement des capacités des femmes et d'accès aux marchés, un certain nombre d'activités de formation ont été programmées au cours de l'année 2023. Il s'agit d'un atelier de formation sur «L'accès au marché et la gestion des chaînes de valeur» au profit des femmes d'affaires et gérantes de coopératives affiliées des pays arabophones de l'OCI, organisé avec succès à Casablanca, Royaume du Maroc, du 17 au 21 juillet 2023, et d'un autre atelier sur «L'accès au marché et la gestion des chaînes de valeur» au profit des femmes d'affaires et gérantes de coopératives affiliées des pays francophones de l'OCI, prévu du 11 au 15 décembre 2023 à N'Djamena, en République du Tchad.

Sur l'année 2024, un atelier de formation sur «L'accès au marché et la gestion de la chaîne de valeur» au profit des femmes d'affaires et gérantes de coopératives affiliées des pays anglophones de l'OCI est prévu en République de Gambie.



INTERVENTION DE M. AMINE LAGHIDI, REPRÉSENTANT DE TRADE FACILITATION OFFICE (TFO), CANADA

À ces activités s'ajoutent des programmes de formation en ligne et d'autres de formation pour la promotion du tourisme, mais aussi un trousseau d'outils pour un accès aux marchés internationaux et une intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Un SI gratuit sur les marchés internationaux

Sachant que l'information commerciale reste d'une importance primordiale pour un bon positionnement sur les marchés nationaux et internationaux, le CIDC s'efforce de mettre gratuitement à la disposition des MPME des données sur les marchés internationaux et les secteurs porteurs, grâce à un Système d'information (SI). Pour répondre aux préoccupations des femmes entrepreneures avec une

culture contemporaine de la communication, le CIDC agit selon une vision moderne et proactive basée sur les technologies de la communication.

Le Centre a ainsi développé des plateformes numériques qui donnent en temps réel les données statistiques et procédures juridiques sur les flux commerciaux et d'investissement intra-OCI et internationaux, telles que le tableau de bord de l'industrie halal, accessible via le nouveau portail électronique du CIDC.

Pour renforcer ces actions dédiées aux femmes entrepreneures, le CIDC prévoit d'établir davantage de partenariats avec les institutions de l'OCI et les organisations internationales.■

BANGLADESH

Éducation et microcrédit à l'origine de l'autonomisation de la femme

LE BANGLADESH A CONNU UNE TRANSFORMATION SIGNIFICATIVE, L'ESPACE FÉMININ S'ÉTANT RÉGULIÈREMENT ÉLARGI AU COURS DES DERNIÈRES DÉCENNIES. DE NOMBREUX FACTEURS ONT AGI DE CONCERT POUR OBTENIR DES RÉSULTATS TRANSFORMATEURS EN MATIÈRE D'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LE PAYS. LES GOUVERNEMENTS BANGLADAIS SUCCESSIFS ONT EN EFFET FORMULÉ DES POLITIQUES CONCERNANT L'AUTONOMISATION DES FEMMES, EN L'INTÉGRANT DANS LEURS PRIORITÉS GÉNÉRALES ET EN RESPECTANT LEURS ENGAGEMENTS ENVERS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT MONDIAUX.

Le gouvernement du Bangladesh a beaucoup investi dans la construction d'infrastructures adaptées aux femmes, dans l'éducation et la formation axées sur les compétences, et dans la facilitation de leur accès aux technologies de l'information et de la communication et au marché du travail. En effet, pour améliorer l'alphabétisation des femmes au Bangladesh, le gouvernement a mis en place divers programmes, notamment la distribution de livres gratuits à tous les élèves du primaire, la gratuité de l'enseignement pour les filles jusqu'à l'université et des allocations pour les filles dans les écoles secondaires rurales, ainsi qu'un programme «Nourriture contre éducation» et un programme de transferts monétaires pour les ménages pauvres des zones rurales afin d'attirer les étudiantes. Il a également réservé 60% des postes d'enseignants du primaire aux femmes. Ces programmes ont permis d'augmenter le nombre de filles inscrites à l'école, d'accroître la fréquentation scolaire, de réduire les taux d'abandon et de décourager les mariages précoces. Ces efforts ont permis d'augmenter la main-d'œuvre féminine sur le marché intérieur, qui est passée de 26% en 2003 à environ 36% aujourd'hui. Ils ont également réduit de manière significative l'écart salarial entre les hommes et les femmes.

Bangladesh, pays le plus égalitaire d'Asie du Sud

Près de la moitié des femmes actives occupent actuellement des emplois non qualifiés ou semi-qualifiés dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Seule une proportion de 33% d'entre elles ne sont pas rémunérées, contre 70%, il y a vingt ans.

À ce titre, le rapport 2022 du Forum économique mondial (WEF) sur l'écart mondial entre les sexes a placé le Bangladesh comme le pays le plus égalitaire d'Asie du Sud pour la huitième année consécutive.

Ce succès est attribué selon de nombreux experts au microcrédit, un concept qui a vu le jour et s'est

développé au Bangladesh.

Le microcrédit est une innovation exclusive de la technique d'octroi de crédit visant à renforcer les activités génératrices de revenus. Ces programmes de crédit à petite échelle fournissent des crédits de production et d'autres services aux classes défavorisées des zones rurales. Les actions d'auto-emploi permettent ainsi aux utilisateurs d'accomplir et d'améliorer leur vie. Le partenariat du gouvernement avec la société civile a également joué un rôle crucial dans la mise en œuvre d'interventions ciblées en matière de développement.

En 2022, plus de 300 dirigeantes de syndicats, de fédérations et de communautés ont reçu une formation en gestion d'entreprises. ■

Grameen Bank : Modèle pionnier de microfinance

Avec son modèle pionnier de microfinance, la Grameen Bank est devenue un représentant typique des pratiques d'autonomisation des femmes dans le monde entier, en utilisant le pouvoir de la microfinance pour aider les femmes à franchir le seuil de l'entrepreneuriat et à ouvrir la voie à l'autosuffisance.

Les banques traditionnelles, en particulier au Bangladesh, servent principalement les hommes. La Grameen Bank se concentre sur les femmes, en leur donnant la possibilité de devenir cheffes d'entreprise et de sortir leurs familles de la pauvreté. Les banques traditionnelles considèrent que les pauvres ne sont pas dignes de confiance.

Cependant, cette banque a prouvé pour la première fois dans l'histoire que les personnes démunies, en particulier les femmes démunies, étaient solvables et avaient des taux de remboursement des prêts beaucoup plus élevés que les emprunteurs masculins, et même que les emprunteurs plus riches. En août 2021, elle comptait 9,41 millions de membres, dont 97% de femmes, et exploite actuellement 2 568 succursales desservant 81 678 villages, soit 93% des villages du Bangladesh.



10 mm/s 10 mm/mB 005:35



61%



STATS

SCIENCE, TECHNOLOGIE, INNOVATION ET ÉDUCATION Au cœur des préoccupations des pays de l'OCI

PARMI LES DOMAINES PRIORITAIRES DE L'OCI, LA RECHERCHE EN SCIENCE ET TECHNOLOGIE, MAIS AUSSI L'ÉDUCATION. OCI-2025, PROGRAMME D'ACTION, ÉLABORÉ SUR LA BASE DE LA VISION ET DES PRINCIPES CONSACRÉS DANS LA CHARTE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE, CONFORTENT LES RÉOLUTIONS ET DÉCISIONS DE L'OCI POUR RELEVER LES DÉFIS AUXQUELS EST CONFRONTÉE LA OUMMA.

La Charte de l'OCI accorde une attention prioritaire à la science, à la technologie et l'innovation, mais aussi à la promotion des droits des femmes et à la création de conditions propices à une bonne éducation des enfants et des jeunes dans un environnement exempt

de toute forme d'intimidation, de discrimination religieuse ou culturelle. Suite à l'adoption du Programme d'action OCI-2025, les organes compétents proposent donc un plan de mise en œuvre pour chaque secteur aux États membres.

Relativement à la recherche en science et technologie, qui est la clé du progrès vers une économie fondée sur la connaissance et une économie axée sur l'innovation, les chiffres sont éloquentes. Actuellement, les États membres consacrent en moyenne 0,46 % de leur PIB à



de l'OCI, en moyenne, sont en retard par rapport à la moyenne mondiale en termes de chercheurs par million d'habitants, soit 615 contre 1 604, respectivement. Dans une certaine mesure, la performance dans la recherche universitaire peut être bien reflétée par le nombre d'articles scientifiques publiés dans les revues indexées. Produisant plus de 109 000 articles en 2013, la part de l'OCI dans le monde de la production scientifique est de 6,1% en 2013, alors que sa part était de 2,2%, avec 20 242 articles en 2000.

Selon les données des demandes de brevet, 2,35 milliards de demandes ont été déposées dans le monde, y compris dans les offices régionaux des brevets. Avec un total de 34 933 demandes, les États membres de l'OCI représentaient 1,5 % du nombre mondial de brevets. Concernant les exportations de haute technologie (HTE), produits à forte intensité de R&D, qui dépendent principalement d'une infrastructure technologique avancée et d'IDE entrant dans le secteur des industries de haute technologie, sur la base des dernières données disponibles, les États membres de l'OCI exportent pour une valeur de 76 milliards de dollars de produits de haute technologie, qui constituent 3,8% de l'HTE mondial.

L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie sont au cœur de la formation du capital humain et sont essentiels au développement d'une société. Les taux nets de scolarisation (TNS) dans les écoles primaires ont affiché une tendance plutôt stable partout dans le monde depuis 2000 et ont atteint 84,1% en 2013 alors que la moyenne des TNS dans les États membres était d'environ 78,4 %

au cours de cette période. Cela signifie que près d'un cinquième des enfants des États membres, en âge d'aller à l'école primaire, ne sont pas inscrits dans les écoles primaires – contre seulement 4,1 % dans les pays développés. La moyenne du secondaire du TNS scolaire dans les États membres de l'OCI a augmenté de 46 % à 51,2 % entre 2000 et 2011 même si le niveau atteint n'est pas suffisant pour considérer le système d'enseignement secondaire comme équitablement compris. En termes de taux brut de scolarisation (TBS) dans les établissements d'enseignement supérieur, les États membres de l'OCI, avec un taux moyen de 22,6% en 2013, sont à la traîne des autres pays en développement (24,9%) et loin derrière les pays développés (78,0%). La même année, le TBS moyen mondial était de 29,4%.

Un taux d'alphabétisation moyen à la traîne face à la moyenne mondiale

Avec un taux d'alphabétisation moyen des adultes de 72,3%, les États membres de l'OCI, en tant que groupe, sont à la traîne derrière la moyenne mondiale de 82% et également par rapport à la moyenne des autres pays en développement de 84,5%.

Bien qu'ils constituent un atout important, les jeunes sont confrontés à des défis considérables dans leur situation sociale et économique dans un nombre important d'États membres. Une éducation inadéquate et un manque de compétences requises rendent particulièrement difficile pour les jeunes de trouver un emploi dans le marché du travail. Riche de toutes ces certitudes, les États membres gagneraient à augmenter la part de leur PIB annuel pour le secteur de l'éducation. ■

la R&D, tandis que les moyennes dans le monde et les pays en développement non membres de l'OCI représentent respectivement 2,3 % et 8,1 %.

Un ratio de chercheurs par million d'habitants encore faible

La disponibilité de nombreux chercheurs hautement qualifiés est également un élément essentiel pour favoriser l'innovation et promouvoir le développement scientifique et technologique d'un pays. Les États membres



DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE

Points clés

EN PRÉLUDE À UN ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE, PRÉVU DU 8 AU 10 JANVIER 2024 À CASABLANCA, CE SECTEUR, EN PLEINE EFFERVESCENCE, A LE POTENTIEL DE TRANSFORMER L'ÉCONOMIE DU CONTINENT. IL PEUT CRÉER DES EMPLOIS, STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET AMÉLIORER L'INCLUSION FINANCIÈRE.

Une tendance croissante qui présente un potentiel considérable pour le continent, voilà ce qui se dessine pour le développement du commerce numérique en Afrique. Toutefois, il y a un certain nombre de points clés à prendre en compte et sur lesquels surfer pour une expansion.

Les premiers paramètres ont trait à la croissance de la population urbaine et de l'accès à Internet. La population urbaine en Afrique devrait atteindre 631 millions d'habitants d'ici 2050 et le nombre d'utilisateurs d'Internet devrait atteindre 780 millions d'ici 2025. En 2022, la pénétration d'Internet en Afrique subsaharienne était estimée à 43% contre 26% en 2017. Aussi, la classe moyenne africaine est en pleine expansion, avec une croissance annuelle moyenne de 3,8%. Cela crée une nouvelle population de consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat accru. Cette croissance de la population urbaine et de l'accès à Internet crée un marché croissant pour le commerce numérique. En outre, grâce à une meil-

leure connectivité, le commerce numérique permet de connecter les populations rurales aux marchés mondiaux, ce qui peut contribuer à réduire la pauvreté.

L'émergence de nouveaux modèles commerciaux

Des modèles commerciaux innovants, tels que le commerce électronique mobile, le paiement mobile et la livraison à domicile, sont en plein essor en Afrique. Ces modèles commerciaux rendent le commerce numérique plus accessible et abordable pour les consommateurs africains.

Les gouvernements africains s'engagent à soutenir le développement du commerce numérique. Ils mettent en œuvre des politiques et des programmes pour favoriser l'adoption du commerce numérique et créer un environnement favorable aux entreprises numériques. En investissant dans l'amélioration de l'infrastructure numérique, notamment les réseaux Internet et la téléphonie mobile, ils contribuent à rendre le commerce numérique plus accessible.

En Afrique, l'investissement du secteur privé va croissant. Des investissements sont orientés de plus en plus vers le commerce numérique. L'état des lieux révèle que les entreprises africaines et internationales créent de nouvelles entreprises numériques et investissent dans des technologies et des infrastructures numériques. Des plateformes de commerce électronique, telles que Jumia, Konga et Kilimall, offrent une large gamme de produits et services aux consommateurs africains.

De plus, c'est un secteur qui offre des opportunités importantes pour les entrepreneurs africains. Ils peuvent ainsi créer de nouvelles entreprises numériques ou intégrer le commerce numérique à leurs activités existantes.

Compte tenu de tous ces constats, nombre d'analystes trouvent que le commerce numérique en Afrique est encore à ses débuts, mais il a le potentiel de devenir un moteur de croissance et de développement pour le continent. ■

TUNIS

Atelier régional préparatoire de la 13^e réunion ministérielle de l'OMC au profit des États membres de l'OCI

PRÉVU LES 10 ET 11 JANVIER 2024 À TUNIS ET ORGANISÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (COMCEC), EN COLLABORATION AVEC L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC), CET ATELIER VA AIDER AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PAYS MEMBRES DE L'OCI SUR LES QUESTIONS COMMERCIALES LES PLUS IMPORTANTES ET LES PRISES DE DÉCISIONS QUI AFFECTERONT LE COMMERCE MONDIAL.

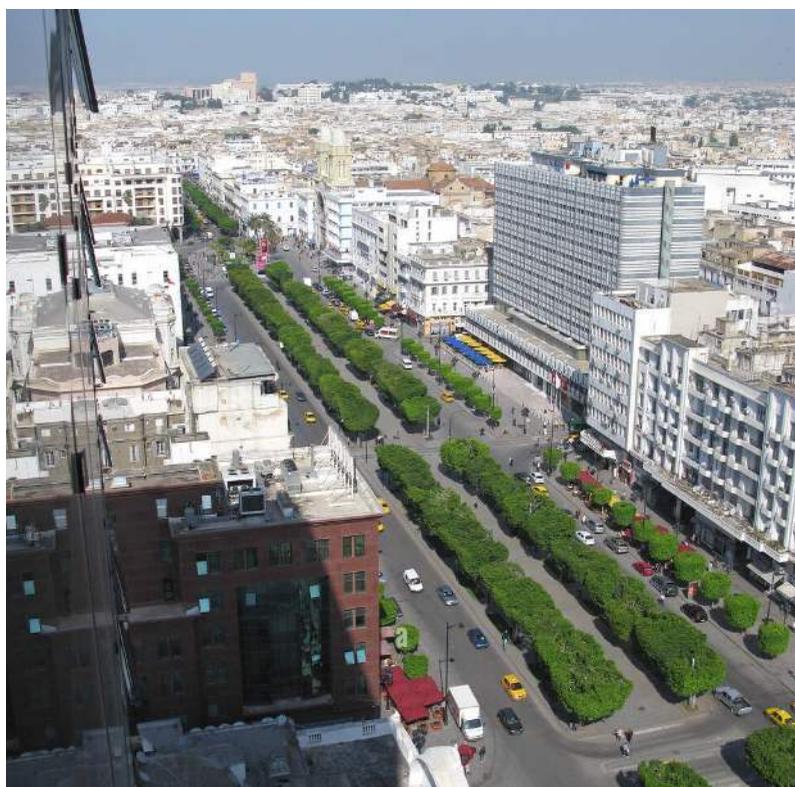
Tunis va abriter, les 10 et 11 janvier prochain, pour les pays membres de l'OCI, un atelier régional préparatoire de la 13^e réunion ministérielle de l'OMC (CM13). L'objectif de cet atelier sera de préparer les États membres de l'OCI à la CM13 de l'OMC, qui se tiendra, du 2 au 6 juin prochain aux Emirats Arabes Unis. Parmi les questions à l'ordre du jour de cette réunion, les négociations commerciales multilatérales, le commerce et le développement durable, le commerce électronique, les droits de propriété intellectuelle, les subventions...

Ainsi, les participants vont tabler sur l'état d'avancement des négociations commerciales multilatérales, notamment du Cycle de Doha. Les discussions devraient tourner autour des défis et opportunités qui se posent aux négociations.

Faire la promotion de ses intérêts commerciaux

Concernant le commerce et le développement durable, les participants à l'atelier débattront de l'importance du commerce pour le développement durable, ainsi que des défis et opportunités qui se posent au commerce durable.

Dans le même sillage, le commerce électronique sera ausculté, vu son importance grandissante pour le commerce mondial.



LA GRANDE AVENUE BOURGUIBA À TUNIS.

Les discussions tourneront aussi autour des droits de propriété intellectuelle pour l'innovation et le développement.

L'échange d'informations et d'expériences ne sera pas en reste. En effet, l'atelier va fournir aux participants une occasion d'échanger dans ce sens, notamment en termes de politiques commerciales des pays respectifs des participants. Des échanges qui permettent aux par-

participants de mieux comprendre les intérêts et les priorités des autres États membres de l'OCI.

Pour les États membres de l'OCI, l'atelier est aussi une occasion importante de promouvoir leurs intérêts commerciaux. C'est au cours de telles rencontres qu'est réaffirmé l'engagement à travailler ensemble pour faire avancer les négociations commerciales multilatérales et améliorer le cadre commercial mondial. ■



AGENDA

- ▶ **ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE**
08-10 Janvier 2024 • Casablanca, Maroc

- ▶ **ATELIER RÉGIONAL PRÉPARATOIRE DE LA 13^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OMC (CM13) AU PROFIT DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
10-11 Janvier 2024 • Tunis, Tunisie

- ▶ **FOIRE DE BAGDAD**
10-19 Janvier 2024 • Bagdad, Irak

- ▶ **7^e SESSION DE LA RÉUNION ANNUELLE DES INSTITUTIONS DE L'OCI (ACMOI)**
17-18 Janvier 2024 • Jeddah, Arabie saoudite

- ▶ **22^e RÉUNION DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES AUPRÈS DES AMBASSADES DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ACCRÉDITÉES AU MAROC**
29 Janvier 2024 • Rabat, Maroc

- ▶ **RÉUNION DE L'OCI SUR LE PLAN D'ACTION 2026-2035**
29-31 Janvier 2024 • Casablanca, Maroc

- ▶ **14th WORLD ISLAMIC ECONOMIC FORUM (WIEF)**
06-08 Février 2024 • Abu Dhabi, Émirats arabes unis

- ▶ **TRADE FACILITATION IN ARAB REGION (WORLD GOVERNMENT SUMMIT)**
12-14 Février 2024 • Dubaï, Émirats arabes unis

- ▶ **4^e FORUM CONSULTATIF DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ORC) OPÉRANT DANS LA ZONE DE L'OCI**
19-20 Février 2024 • Marrakech, Maroc

- ▶ **MUSLIM WORLD WOMEN SUMMIT - KUALA LUMPUR**
22-23 Février 2024 • Kuala Lumpur, Malaysia

- ▶ **WTO MC13**
26-29 Février 2024 • Abu Dhabi, Émirats arabes unis

- ▶ **OIC HALAL FORUM AZERBAIJAN**
24-26 Avril 2024 • Baku- Azerbaïdjan

- ▶ **ICDT INVEST DAYS BANJUL**
02-03 Mai 2024 • Banjul, Gambie

- ▶ **15^e SOMMET DE L'OCI**
04- 05 Mai 2024 • Banjul, Gambie

- ▶ **ATELIER SUR LA DÉFENSE COMMERCIALE AU PROFIT DES ÉTATS DE L'OCI**
13-14 Mai 2024 • Marrakech, Maroc

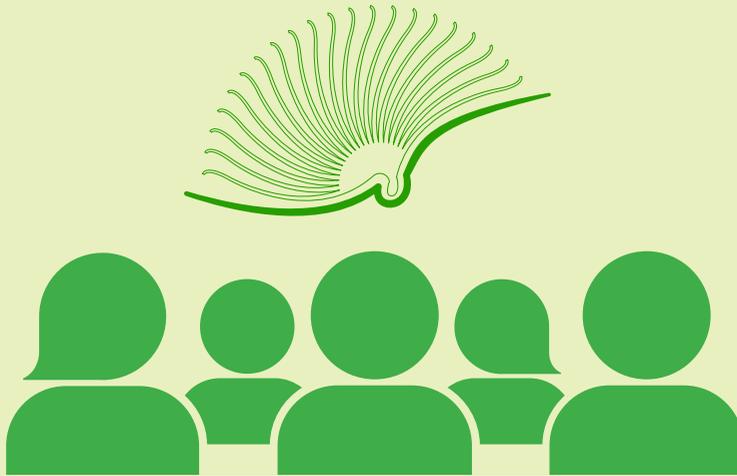
- ▶ **5^e SALON DE LA SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCI**
04-07 Juillet 2024 • Dakar, Sénégal

- ▶ **10th OIC HALAL EXPO**
08-12 Octobre 2024 • Tunis, Tunisie



**ATELIER DE FORMATION
SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR
POUR LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES
DANS LES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES DE L'OCI**

FÉVRIER 2024 • N'DJAMENA, TCHAD



L'ATELIER VISE ESSENTIELLEMENT À AIDER LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ET LES COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES À ACCROÎTRE LEUR ACCÈS AU MARCHÉ INTERNATIONAL ET À MIEUX GÉRER LEURS CHAÎNES DE VALEUR, CE QUI, À SON TOUR, AUGMENTERA LES FLUX GLOBAUX DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT AU PROFIT DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES.

L'ATELIER A POUR OBJECTIF D'ACCOMPAGNER LES DIRIGEANTES D'ENTREPRISES ET DE COOPÉRATIVES DES PAYS MEMBRES DE L'OCI, DANS LE BUT D'ACCÉDER AU MARCHÉ INTERNATIONAL, DÉCOUVRIR LES NOUVELLES TENDANCES DU MARCHÉ ET LEUR APPORTER LE SOUTIEN NÉCESSAIRE EN MATIÈRE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES.





منظمة التعاون الإسلامي

OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.



www.oic-oci.org